

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMPACT DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE SUR LE
DÉCLENCHEMENT DU CONFLIT RUSSO-GÉORGIEN EN 2008

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FRANCIS DESPATIS

NOVEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont contribué de différentes façons à la réalisation de ce mémoire. Je tiens à leur témoigner toute ma gratitude.

Mes plus sincères remerciements vont d'abord à Mr Jacques Lévesque, mon directeur de mémoire. Je le remercie pour sa disponibilité et ses encouragements soutenus à chacune des étapes de mon travail. Il a toujours su me donner des conseils judicieux pour me guider à la fois avec souplesse et avec rigueur intellectuelle. Il m'a toujours laissé suivre mon propre chemin, mais il était toujours là pour m'éclairer dans mes interrogations. Merci pour vos conseils et votre aide. Je garde en mémoire votre grande expertise et votre générosité.

Ma reconnaissance va aussi à Mr Daniel Holly, mon codirecteur de recherche. Je le remercie pour sa collaboration et pour les conseils qu'il m'a fournis dans l'élaboration de ma problématique de recherche.

Tous mes remerciements vont également à ma mère, Guylaine Despatis, qui m'a appuyé dans toutes les étapes de mon travail. Ces encouragements m'ont permis de persévérer dans les moments plus difficiles et son support m'a permis de traverser cette épreuve.

Merci aussi à Sylvie Fontaine, ma tante, pour ses recommandations dans l'élaboration de ma maîtrise ainsi que ses conseils techniques pour la réalisation de ce travail.

Enfin, un dernier remerciement à tous mes amis, collègues et étudiants qui m'ont aidée, de près ou de loin, à poursuivre la réalisation de ce projet.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATION ET DES ACRONYMES.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	5
1.1 Les racines historiques des litiges territoriaux en Géorgie.....	6
1.2 Les facteurs nationaux propres au contexte russe et géorgien.....	7
1.3 Les enjeux géopolitiques régionaux.....	9
1.4 Les rapports de pouvoir mondiaux.....	10
CHAPITRE II	
PROBLÉMATIQUE.....	14
2.1 Le conflit russo-géorgien et ses racines multiscalaires.....	14
2.1.1 Le niveau national.....	15
2.1.2 L'échelle régionale.....	18
2.1.3 La conjoncture internationale.....	19
2.2 Le cadre analytique.....	22
2.2.1 L'approche néogramscienne.....	23
2.2.2 L'approche néogramscienne dans l'interprétation du conflit russo-géorgien.....	23
2.2.2.1 La dynamique géopolitique en Europe à partir des années 1990.....	24
2.2.2.2 La dynamique interne à la Géorgie.....	26
2.3 Hypothèse.....	28
2.4 Méthodologie.....	30

CHAPITRE III	
LES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS POTENTIELS DU CONFLIT RUSSO-GÉORGIEN.....	32
3.1 Les facteurs internes.....	33
3.1.1 Le contexte historique et géographique.....	33
3.1.2 La structure fédérale héritée de l'Union soviétique.....	36
3.1.3 La reconfiguration de l'État géorgien après la révolution des roses....	38
3.1.4 La non-résolution des premiers conflits territoriaux.....	42
3.2 Les enjeux de géopolitique régionale.....	46
3.2.1 Les enjeux de sécurité nationale pour la Russie.....	47
3.2.2 Les rivalités concernant l'accès aux ressources naturelles du bassin de la mer Caspienne.....	50
3.2.3 Les enjeux économiques et politiques.....	55
3.3 La conjoncture internationale et les rapports de pouvoir mondiaux.....	60
3.3.1 La détérioration de la relation russo-américaine.....	61
3.3.2 La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie.....	66
3.3.3 L'expansion de l'OTAN et le sommet de l'OTAN à Bucarest.....	71
CHAPITRE IV	
LE DÉROULEMENT DU CONFLIT.....	76
4.1 L'escalade des tensions entre Tbilissi et Moscou.....	77
4.2 Les derniers efforts diplomatiques pour apaiser les tensions.....	80
4.3 La Guerre d'Ossétie du Sud et le front abkhaze.....	82
4.4 Le cessez-le-feu et le retour à la paix.....	84
CONCLUSION.....	89
BIBLIOGRAPHIE.....	94

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

ABM	Anti-Ballistic Missile
BSEC	Black Sea Economic Cooperation Organization
BTC	Bakou-Tbilissi-Ceyhan
BTE	Bakou-Tbilissi-Erzurum
CCC	Commission de contrôle conjointe
CÉI/CIS	Communautés des États indépendants/Commonwealth of Independent States
CIA	Central Intelligence Agency
DI/ID	Dialogue intensifié/Intensified Dialogue
GUAM-ODDE	Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie - Organisation pour la démocratie et le développement économique
MAP	Membership Action Plan
MONUG	Mission d'observation des Nations unies en Géorgie
OMP	Opération de maintien de la paix
OTAN/NATO	Organisation du traité de l'Atlantique Nord/North Atlantic Treaty Organization
OSCE	Organisation de sécurité et de coopération en Europe
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
UE/EU	Union européenne/European Union
UAV	Unmanned aerial vehicle
URSS/USSR	Union des républiques socialistes soviétiques/Union of Soviet Socialist Republics
US	United States

RÉSUMÉ

La guerre d'Ossétie du Sud et surtout la confrontation militaire opposant la Géorgie et la Russie qui s'est déroulée en 2008 sont venues ébranler la structure sur laquelle reposait la paix en Europe depuis l'effondrement de l'Union soviétique. En raison de l'impact de ce conflit sur les relations internationales, cette recherche a pour objectif de cerner et de hiérarchiser les causes potentielles du déclenchement du conflit russo-géorgien survenu en 2008 afin de mieux saisir les tenants et aboutissants de cet affrontement militaire. Par une analyse multiscalaire portant sur les facteurs internes, les enjeux géopolitiques régionaux et la conjoncture internationale il sera possible d'observer laquelle de ces échelles semble la plus susceptible d'avoir influencé le comportement de la Russie et de la Géorgie dans les mois précédents le conflit armé. En se faisant, cette recherche vise à répondre à deux principales interrogations. D'abord, quels sont les motifs qui ont poussé l'État géorgien à intervenir militairement contre l'Ossétie du Sud sachant que cette intervention risquait de dégénérer en affrontement avec la Russie ? Deuxièmement, pour quelles raisons la Russie s'est-elle aventurée, pour la première fois depuis la dislocation de l'Union soviétique, dans un conflit militaire contre un État indépendant et surtout qu'est-ce qui a poussé la Russie à reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et ainsi modifier le tracé des frontières en Géorgie ?

MOTS-CLÉS : Conflit Russo-Géorgien, Relations Internationales, Guerre d'Ossétie du Sud, Relations États-Unis/Russie.

INTRODUCTION

Dans l'ensemble, la fragmentation de l'Union soviétique s'est opérée dans un climat exceptionnellement pacifique considérant le nombre d'États qui ont émergé de la dissolution de cet empire. Cependant, même si les autorités soviétiques ne se sont pas engagées militairement afin de prévenir la dislocation de l'URSS, le morcèlement de ce vaste territoire, selon les divisions des 15 républiques fédérées de l'Union soviétique, a tout de même généré quelques conflits territoriaux notamment en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldavie, en Ukraine et dans la Fédération de Russie.

La Géorgie, tout particulièrement, a dû faire face à de telles tensions interethniques, car à la proclamation d'indépendance de la Géorgie, répond la demande d'indépendance des différentes entités autonomes soit l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud qui disposaient d'une autonomie formelle au sein de l'URSS en tant que république et région autonome respectivement. Le gouvernement géorgien, initialement dirigé par Zviad Gamsakhourdia, s'efforce de restaurer l'intégrité territoriale de la Géorgie malgré une opposition vive et violente de ces deux provinces du nord du pays. C'est en 1992 en Ossétie du Sud et en 1994 en Abkhazie que sont conclus des accords de cessez-le-feu qui ont permis la mise en place de forces d'interposition russes dans ces deux provinces sécessionnistes. Certes, la présence militaire de la Russie dans la région a permis d'apaiser les violences ethniques, mais cette intervention externe a aussi favorisé la pérennisation des contentieux territoriaux sur le territoire géorgien, car en dépit d'un cessez-le-feu durable dans le temps, aucune entente politique n'a été atteinte entre les parties en litige.

Dans ce contexte, ces différends territoriaux se sont calmés partiellement sans se régler définitivement ce qui leur vaudra la dénomination de conflits gelés. Ce qualificatif caractérise les conflits armés qui prennent fin sans accord de paix et sans la mise en place d'aucun autre mécanisme politique capable de résoudre le litige de manière définitive. Ce type de conflits n'est pas propre au contexte géorgien puisque l'on retrouve d'autres conflits gelés ailleurs dans l'espace postsoviétique. Dans le cas précis de la Géorgie, on parle de conflits gelés, car le statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud était, jusqu'avant le conflit russo-géorgien de 2008, encore flou puisque ces provinces étaient *de facto* indépendantes, mais elles appartenaient *de jure* à l'État géorgien, ce que reconnaissait la communauté internationale y compris la Russie.

Le conflit militaire survenu en 2008 opposant les forces géorgiennes à l'armée russe est venu rompre le *statu quo* qui prévalait dans cette région depuis les accords de cessez-le-feu conclus au début des années 1990. Au terme d'affrontements qui ont duré cinq jours, la Géorgie fut contrainte d'abdiquer devant l'offensive russe et d'accepter les conditions de retour à la paix stipulées dans l'entente négociée par N. Sarkozy, président de l'Union européenne (UE), cette année-là. Ce plan de paix devait rétablir le *statu quo ante*, mais les autorités russes ont profité des imprécisions du document afin d'établir une présence permanente en Abkhazie et en Ossétie du Sud. De plus, quelques semaines après le dénouement du conflit, la Russie a reconnu l'indépendance, autoproclamée depuis longtemps, de ces deux provinces de Géorgie. En somme, ces actions unilatérales prises par le gouvernement russe sont venues rompre le *statu quo* qui prévalait depuis plusieurs années concernant le statut de ces deux provinces.

Dans cette perspective, l'objectif de ce travail est de soulever et de hiérarchiser les facteurs qui permettent de mieux distinguer et expliquer les causes du déclenchement ainsi que le dénouement de la Guerre de Géorgie lors de l'été 2008. Cette volonté de se pencher sur cet enjeu provient d'une part, d'un questionnement sur la complexité des conflits gelés dans l'espace soviétique et des conflits territoriaux qui émergent lors de la création de nouveaux États. En effet, les revendications territoriales sur la base d'appartenance ethnique et l'obsession d'atteindre un modèle s'apparentant à l'État Nation attirent particulièrement mon attention dans le domaine des Relations internationales. D'autre part, la quantité de facteurs qui entrent en jeu dans la compréhension de ce conflit ainsi que l'enchevêtrement de ces processus est une autre source d'intérêt pour ce litige. Cette situation fait en sorte qu'il y a une nécessité de traiter ce conflit afin de cerner et de hiérarchiser les principales causes du déclenchement de l'affrontement entre la Russie et la Géorgie en 2008. Dans cette perspective, ce travail souhaite mieux saisir l'ampleur du conflit tout en démontrant le rôle déterminant qu'a joué la conjoncture internationale dans l'éclatement de cet affrontement militaire.

Dans le but de répondre à cet objectif, il importe tout d'abord de parcourir la littérature scientifique concernant le conflit russo-géorgien. Cette activité permettra d'identifier les principaux thèmes abordés par les spécialistes sur le sujet et d'observer s'il y a des lacunes dans la littérature qui porte sur le conflit russo-géorgien. Ensuite, il convient de détailler davantage la problématique qui s'interroge sur les racines multiscalaires du conflit entre la Russie et la Géorgie. De plus, cette section comprendra le cadre analytique qui est basé sur l'approche néogramscienne, l'hypothèse ainsi que la méthodologie. Ultérieurement, les causes potentielles du conflit russo-géorgien seront développées selon trois niveaux d'analyse soit les facteurs internes, les enjeux géopolitiques régionaux et la conjoncture internationale.

Il est important de souligner que l'échelle internationale est le niveau d'analyse privilégié pour la compréhension du conflit russo-géorgien. Cependant, il est impératif d'aborder les autres échelles d'analyses (nationales et régionales) puisque celles-ci permettent de mieux appréhender la complexité de ce conflit. Finalement, le déroulement du conflit opposant la Russie à la Géorgie lors de l'été 2008 sera abordé en soulevant l'escalade des tensions dans les semaines précédant le conflit, le déclenchement de l'affrontement ainsi que le retour à la paix dans les semaines après la guerre.

1. LA REVUE DE LA LITTÉRATURE

La complexité remarquable des conflits dans l'espace postsoviétique et surtout la pérennisation de ces litiges a donné lieu à plusieurs analyses portant sur les « conflits gelés ». Parmi les régions concernées par ce type de conflits, la littérature scientifique sur la Géorgie est particulièrement abondante puisque sur des fonds de tensions ethniques se cristallisent, dans ce pays du Caucase du Sud, les oppositions et les appartenances stratégiques. En effet, cette région est soumise à une confrontation opposant la Russie et l'Occident où la Russie tente de proroger sa présence dans les États post-soviétique tandis que les intérêts grandissants de l'Occident dans le bassin de la mer Caspienne renforcent la présence de ces derniers dans cette région. De plus, la multiplicité et l'enchevêtrement des processus responsables du déclenchement de la guerre de Géorgie constituent d'autres éléments pouvant expliquer l'intérêt particulier accordé par les études en Relations Internationales à cette région. En effet, de nombreux facteurs sont soulevés dans la littérature scientifique afin de proposer des pistes pour appréhender l'émergence de ce conflit armé.

Avant de préciser davantage les différents niveaux d'analyse, il est essentiel de soulever l'important consensus sur la résurgence de la Russie en tant que puissance plus exigeante sur la scène internationale (Allison, 2008; Chiclet, 2008; Kramer, 2008; Abushov, 2009; Ozkan, 2009; Bishku, 2011) notamment en raison de l'importante croissance économique qu'a connu le pays grâce aux revenus générés par l'exportation de ressources énergétiques. Toutefois, la résurgence de la Russie dans les affaires internationales, même si cela permet de mieux saisir le comportement de ce pays, ne permet pas de comprendre pourquoi la relation entre la Russie et la Géorgie a pu se dégrader au point de culminer en affrontement militaire lors de l'été 2008. Dans l'objectif d'identifier les causes de ce conflit, il importe donc de soulever ce qui

a été abordé dans la littérature scientifique au sujet des racines historiques de ce conflit, de l'impact de la politique intérieure en Géorgie et en Russie dans leurs relations respectives avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ainsi que les enjeux géopolitiques régionaux et internationaux susceptibles d'avoir influencé le comportement des principaux acteurs concernés.

1.1 Les racines historiques des litiges territoriaux en Géorgie

À un premier niveau, plusieurs auteurs (Mardirossian, 2007 ; Chiclet, 2008 ; George, 2009) se sont penchés sur les racines historiques de l'émergence des conflits territoriaux en Abkhazie et en Ossétie du Sud afin d'évaluer l'impact des processus structurels tels que le positionnement géographique et le contexte historique géorgien dans la reprise des hostilités dans ces provinces. Ces facteurs ne sont pas considérés comme des causes directes du conflit de 2008, mais permettent plutôt de saisir le contexte historique et le contexte géographique qui ont permis l'émergence et la pérennisation des disputes territoriales. D'abord, les tensions entre Tbilissi et Moscou ne sont pas une caractéristique propre à l'ère postsoviétique puisque les différends entre la Géorgie et la Russie remontent à l'époque tsariste (Hunter, 2006 ; Chiclet, 2008 ; Jaffalian, 2009). En effet, l'Empire russe convoitait la région du Caucase du Sud en raison du positionnement stratégique de la Géorgie (Kocaman, 2007; Mardirossian, 2007; Filipov, 2009; Ozkan, 2009; Bishku, 2011) à la croisée de l'Europe et de l'Asie et aux frontières de l'Empire ottoman et du monde arabo-musulman. Toutefois, malgré cette tension séculaire entre Tbilissi et Moscou, c'est l'héritage soviétique et les sentiments nationalistes qui sont considérés, dans la littérature, comme les principaux éléments déclencheurs des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud ainsi que dans d'autres régions de Géorgie comme en Adjarie et en Djavakhétie (Mardirossian, 2007 ; George, 2009). En effet, le tracé des frontières

hérité de l'armature territoriale soviétique (Hunter, 2006 ; George, 2009) ainsi que le nationalisme fort avec la langue comme principal référent identitaire (Mardirossian, 2007) se sont avérés des catalyseurs de tensions dans cette mosaïque ethnoculturelle que représente le territoire géorgien.

À cela se conjugue, au tournant des années 1990, la faiblesse de l'État géorgien qui était dépourvu de capacités économiques et militaires (Bezhanishvili, 2009; George, 2009 ; Kapitonenko, 2009). La Géorgie était donc dans l'impossibilité de restaurer l'ordre dans le chaos politique et économique de la période postsoviétique. Dans ce contexte, les forces du maintien de la paix russes se sont immiscées, à la demande des autorités géorgiennes, dans les conflits ethniques afin de rétablir un climat de paix. Pour certains auteurs, l'intervention russe était le seul moyen de prévenir un nettoyage ethnique (Bezhanishvili, 2009) même si la majorité des écrits soutiennent que la présence de militaires russes est l'une des principales causes de la pérennisation des disputes territoriales (Jibladze, 2007; Kocaman, 2007; Allison, 2008; Kapitonenko, 2009).

1.2 Les facteurs nationaux propres au contexte russe et géorgien

À un deuxième niveau, plusieurs auteurs se sont intéressés aux dynamiques nationales internes propres à la Géorgie et à la Russie afin de déterminer à quel point les transformations nationales sont susceptibles d'avoir altéré la relation entre ces deux États ainsi que leur approche respective à l'égard des provinces indépendantistes. D'abord, certains auteurs soutiennent que les changements dans le paysage politique national géorgien ont influencé la reprise des violences dans les provinces indépendantistes notamment depuis la révolution des roses survenue en 2003 (Chiclet, 2008 ; George, 2009 ; Ozkan, 2009 ; Bishku, 2011). Depuis cette

révolte populaire, plusieurs spécialistes remarquent une intrusion grandissante d'acteurs occidentaux dans la région notamment en raison de la proximité entre le nouveau gouvernement géorgien et les États-Unis (Kocaman, 2007; Cooley, 2008). De plus, le nouveau gouvernement dirigé par M. Saakachvili remet à l'ordre du jour les questions d'intégrité territoriale et cette nouvelle priorité s'accompagne par des politiques agressives pour reprendre le contrôle des régions séparatistes ce qui exacerbe les tensions interethniques (Mardirossian, 2007 ; George, 2009).

Ensuite, plusieurs analyses portent sur la politique interne de la Russie puisque comme le souligne Kocaman (2007) la relation entre la Géorgie et la Russie est intimement liée aux changements dans la politique nationale russe. De plus, de nombreux auteurs remarquent une transformation des politiques russes à l'égard de la Géorgie lorsqu'il y a un changement d'administration ou lorsqu'il y a d'importants débats politiques internes. En effet, Abushov (2009) et Kocaman (2007) ont abordé les changements entre la présidence de Eltsine et celle de Poutine où ils remarquent un passage d'une politique dominée par l'euroatlantisme vers une politique mettant de l'avant l'eurasianisme. De son côté, Filipov (2009) a abordé les impacts de la transition entre Poutine et Medvedev sur la relation entre la Russie et la Géorgie. Finalement, les autorités russes sont préoccupées par la stabilité dans le Caucase du Sud en raison des liens importants qui existent entre les territoires sécessionnistes de Géorgie et les provinces adjacentes du Caucase du Nord situées dans la Fédération de Russie. En effet, plusieurs auteurs soulèvent les risques de régionalisation des conflits en Géorgie en raison du potentiel de débordement dans le Caucase de Nord (Kocaman, 2007; Abushov, 2009; Bezhanishvili, 2009). Il est important de noter que Allison (2008) critique cette rhétorique sur les enjeux de sécurité régionale et il soutient plutôt que l'intervention de la Russie en Géorgie, ainsi que l'attitude générale

du gouvernement russe à l'égard de la Géorgie, est davantage subordonnée à des considérations géopolitiques plus larges.

1.3 Les enjeux géopolitiques régionaux

À un troisième niveau, les intérêts de la Russie dans le Caucase du Sud répondent à des prérogatives sécuritaires, économiques et politiques où les ressources énergétiques dans le bassin de la mer Caspienne transcendent l'ensemble de ces considérations. Pour ce qui est des enjeux sécuritaires, plusieurs auteurs soulèvent l'importance des bases militaires russes présentes sur le territoire géorgien puisque celles-ci permettent à la Russie non seulement de maintenir une présence importante dans le Caucase de Sud, mais aussi de posséder des forces armées à la frontière de la Turquie qui est un membre de l'OTAN (Kocaman, 2007; Mardirossian, 2007; Filipov, 2009; Ozkan, 2009). L'importance de ces installations militaires témoigne de la persistance des rivalités géopolitiques entre la Russie et la Turquie (Mardirossian, 2007; Abushov, 2009), mais comme le souligne Kocaman (2007) cette rivalité n'est pas seulement de nature sécuritaire, mais aussi économique puisque la Russie et la Turquie font la promotion de corridors de transport énergétique concurrents. En effet, de nombreux auteurs ont abordé les rivalités géopolitiques dans le Caucase du Sud concernant l'accès aux ressources naturelles. Pour Moscou, la « guerre du gaz et du pétrole » est le moyen de redevenir une superpuissance sur la scène internationale en s'imposant comme principal fournisseur d'énergie en Europe (Jibladze, 2007 ; Chiclet, 2008; German, 2009 ; Bishku, 2011 ; Jervalidze, 2011). De plus, les tensions russo-géorgiennes se sont exacerbées depuis l'ouverture des voies de transit énergétique du Bakou-Tbilissi Ceyhan (BTC) et du Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) (Chiclet, 2008 ; German, 2009), mais dans l'ensemble ces voies ont profité au développement

économique de la Géorgie et à la stabilité régionale en renforçant les liens de coopération entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie (Lussac, 2009 ; Jervalidze, 2011).

Finalement, les enjeux économiques et politiques régionaux se caractérisent par une dépendance de la Géorgie à l'égard de la Russie ce qui permet à cette dernière de défendre ses intérêts plus aisément dans la région (Jafalian, 2009; Bishku, 2011). Dans la littérature scientifique, plusieurs auteurs définissent deux principaux mécanismes qui permettent à la Russie de maintenir une présence accrue dans l'espace postsoviétique. Premièrement, la communauté des États indépendants (CÉI) est perçue par plusieurs auteurs comme un instrument faisant la promotion des intérêts économiques et politiques russes (Kocaman, 2007; Kramer, 2008; Bezhanishvili, 2009; Filipov, 2009) et deuxièmement, les conflits territoriaux dans l'espace postsoviétique permettent d'assurer une présence militaire et des leviers politiques dans les pays concernés (Kocaman, 2007; Mardirossian, 2007; Abushov, 2009; Jafalian, 2009; Bishku, 2011). Toutefois, afin d'atténuer sa dépendance à la Russie, la Géorgie cherche à s'associer à des organisations internationales comme l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) et l'Union européenne (UE). De plus, la Géorgie participe à des organisations régionales, dont l'Organisation pour la démocratie et le développement économique (ODDE) qui regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie (GUAM) afin de contrebalancer l'influence russe (Jibladze, 2007; Kocaman, 2007; Kapitonenko, 2009; Bishku, 2011).

1.4 Les rapports de pouvoirs mondiaux

À un quatrième niveau, selon de nombreux auteurs les rapports de force internationaux et la rivalité entre les puissances mondiales se matérialisent en Géorgie ce qui donne lieu à des conflits d'intérêts opposant d'un côté les États-Unis et les pays

membres de l'UE et de l'autre la Russie. Cette polarisation est renforcée par la résurgence de la Russie comme acteur plus coriace dans les affaires internationales et par un abandon des orientations euroatlantiques afin de prioriser des politiques qui s'inscrivent dans une perspective d'unité euroasiatique. D'abord, de nombreux auteurs soutiennent qu'en Géorgie, la Russie et l'Occident sont en concurrence directe et que cette rivalité est exacerbée par une ancienne mentalité de guerre froide du côté occidental autant que du côté russe (Jibladze, 2007; Bezhanishvili, 2009; Jafalian, 2009; Sadri & Burns, 2010). De plus, plusieurs analyses avancent que depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la présence de la Russie dans le Caucase du Sud est repoussée par l'indépendance des anciennes républiques soviétiques, mais encore plus par le dénouement du sommet de l'OSCE tenu à Istanbul en 1999 (Mardissorian, 2007; Abushov, 2009). Pour plusieurs auteurs, cet événement marque l'intrusion grandissante des intérêts occidentaux dans la région, potentiellement au détriment des intérêts de la Russie, et ce sur les plans économique, politique et militaire (Welt, 2005; Kocaman, 2007; Ozkan, 2009; Jafalian, 2009; Sadri & Burns, 2010; Bishku, 2011).

De plus, cette fracture géopolitique est exacerbée par la proximité entre Tbilissi et Washington et aussi par la volonté affichée de la Géorgie d'intégrer des organisations internationales pro-occidentales (Jibladze, 2007; Cooley, 2008; Bezhanishvili, 2009; Sadri & Burns, 2010; Bishku, 2011). En effet, de nombreuses recherches affirment que le GUAM-ODDE est perçu par la Russie comme une agence de l'OTAN dans l'espace postsoviétique (Kocaman, 2007 ; Papava, 2008 ; Kapitonenko, 2009 ; Lussac, 2009). De plus, la relation entre l'OTAN et la Russie est un autre vecteur de tensions entre Tbilissi et Moscou notamment depuis l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie et la subséquente reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (Cooley, 2008; Asmus, 2009; Bezhanishvili, 2009; Tuathail, 2009).

Parallèlement, de nombreux auteurs insistent sur le fait que la Russie s'oppose fermement à l'élargissement de l'OTAN dans l'espace postsoviétique et à la présence américaine dans le Caucase du Sud (Welt, 2005; Kocaman, 2007; Allison, 2008; Chiclet, 2008; Jafalian, 2009; Ozkan, 2009; Sadri & Burns, 2010; Bishku, 2011). Dans ces circonstances, plusieurs recherches ont soulevé les risques potentiels d'une adhésion de la Géorgie à l'OTAN et surtout la légitimité du support des États-Unis à l'égard de la Géorgie malgré le fait que ce pays ne répondait pas aux critères d'adhésion de l'OTAN (Cooley, 2008; Bounds & Hendrickson, 2009). De plus, plusieurs autres études soutiennent que le manque de consensus dans la communauté transatlantique entourant l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN lors du sommet de Bucarest aurait placé la Géorgie dans une position vulnérable devant la Russie (Jibladze, 2007; Cooley, 2008; Bounds & Hendrickson, 2009; Tuathail, 2009; Mouritzen & Wivel, 2012). Dans ces circonstances, l'intervention de la Russie en Géorgie en 2008 aurait donc été motivée par des préoccupations géopolitiques afin d'éviter l'élargissement de l'OTAN et de stopper l'intrusion grandissante des intérêts occidentaux dans la région.

En somme, ce qui ressort de cette revue de la littérature est qu'elle est abondante et qu'elle présente une grande variété d'éléments explicatifs potentiels. Cette profusion d'informations diversifiées ne permet donc pas de se faire une idée suffisamment claire de la nature du conflit. En effet, en raison de la multitude de facteurs soulevés par la revue de la littérature il est difficile d'établir avec exactitude les causes du conflit russo-géorgien survenu lors de l'été 2008. Il se dégage alors une nécessité d'ordonner et de hiérarchiser la multiplicité d'éléments explicatifs afin de cerner plus précisément les facteurs les plus importants pour expliquer et comprendre

ce conflit. De plus, peu d'auteurs s'intéressent à la nature multiscalair¹ du conflit puisque la majorité d'entre eux aborde un niveau d'analyse en particulier en portant peu d'attention à des facteurs explicatifs d'un autre ordre. Par exemple, de nombreux auteurs qui soutiennent que la guerre de Géorgie est le résultat des rivalités géopolitiques entre la Russie et l'Occident éliminent la composante nationale en ignorant le rôle de la Géorgie et des autorités des territoires sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud dans le déclenchement du conflit. Il est donc nécessaire, en plus d'ordonner et de hiérarchiser les éléments explicatifs du conflit, de mettre en exergue l'enchevêtrement des facteurs afin d'expliquer avec plus de justesse la nature du conflit russo-géorgien.

¹ « Un raisonnement est multiscalair lorsque, pour construire une explication, on fait référence à des processus intervenant à différents niveaux de l'échelle géographique (locale, régionale, nationale, continentale, mondiale) » (Rouchet, 2008)

2. PROBLÉMATIQUE

En raison de la multitude d'éléments explicatifs soulevés dans la revue de la littérature pour expliquer le conflit russo-géorgien, il apparaît difficile d'identifier, parmi cette panoplie de causes potentielles, les principaux facteurs qui ont mené au déclenchement des hostilités entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud ainsi qu'à l'intervention militaire de la Russie dans le conflit. Dans l'objectif de mieux saisir la nature de ce conflit et d'identifier les principales causes du déclenchement des hostilités, il importe, dans un premier temps, de définir plus clairement la problématique du présent travail qui se penche sur la multiplicité et l'enchevêtrement des facteurs explicatifs du conflit russo-géorgien de 2008. Dans un deuxième temps, le cadre analytique néogramscien sera abordé au travers de ses origines et de ses principaux concepts ce qui permettra d'identifier en quoi cette approche théorique peut être utile pour appréhender la complexité du conflit. Finalement, ce cadre analytique permettra d'établir des hypothèses ainsi qu'une méthodologie conséquente afin d'expliquer de manière cohérente la nature de la guerre entre la Russie et la Géorgie en 2008.

2.1 Le conflit russo-géorgien et ses racines multiscalaires

Il est difficile d'établir une hiérarchie précise et satisfaisante en ce qui attrait aux causes du déclenchement de l'affrontement entre la Russie et la Géorgie lors de l'été 2008 en raison de la multiplicité et de l'enchevêtrement des processus en jeu dans ces conflits territoriaux. En effet, les écrits scientifiques qui abordent les litiges en Abkhazie et en Ossétie du Sud ainsi que ceux qui portent sur la relation entre Tbilissi et Moscou n'établissent aucun consensus sur les causes susceptibles d'avoir déclenché ce conflit et encore moins pour expliquer le dénouement de l'affrontement opposant la

Russie et la Géorgie. La problématique sur laquelle se penchera ce travail sera de soulever les éléments qui permettront de mieux distinguer et expliquer les causes du déclenchement ainsi que le dénouement de la Guerre de Géorgie de 2008. Dans la poursuite de cet objectif, il est possible de regrouper les causes de ce conflit en trois niveaux d'analyse en fonction de différentes échelles géographiques. D'abord, le niveau national s'intéresse à la dynamique domestique en Géorgie ainsi qu'en Russie afin de saisir leurs relations respectives avec les provinces sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Ensuite, l'échelle régionale permet d'identifier les rivalités géopolitiques entre les États du Caucase du Sud et la Russie qui cherche, par différents mécanismes, à tirer des bénéfices des ressources énergétiques dans le bassin de la mer Caspienne. Finalement, la dimension internationale permet de saisir dans quelle mesure les rapports entre les puissances mondiales se manifestent sur le territoire géorgien et comment les considérations de sécurité nationale et de *realpolitik* demeurent des éléments déterminants dans la compréhension du conflit opposant la Russie et la Géorgie.

2.1.1 Le niveau national

Au niveau de la politique nationale, la Géorgie a vécu un changement de cap important depuis la révolution des roses en 2003. Au terme de manifestations populaires, le président E. Chevardnadze est démis de ses fonctions et laisse sa place à l'un des leaders du mouvement de contestation, M. Saakachvili. Ce dernier est élu à la présidence de la Géorgie et son gouvernement fait de la restauration de l'intégrité territoriale l'une de ses priorités politiques. Cependant, la reconquête territoriale sous l'administration Saakachvili rappelle aux minorités ethniques la détérioration du climat politique de la période qui avait immédiatement précédé les violences en Abkhazie et en Ossétie du Sud au début des années 1990. En effet, les premières

années de l'indépendance géorgienne étaient empreintes d'un nationalisme dont le caractère belliqueux provoque des réactions séparatistes aux régions frontalières qui sont densément peuplées par les minorités nationales. Ayant joué la carte du nationalisme pour retrouver son indépendance la société géorgienne s'est engouffrée dans une polémique nationale où l'insécurité et les inquiétudes des minorités ethniques se sont avérées un élément déclencheur des violences dans certaines provinces autonomistes, dont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Le retour d'une rhétorique nationaliste qui accompagne le nouveau gouvernement géorgien augmente l'insécurité des minorités ethniques et polarise les positions de ces groupes. D'autre part, le retour forcé de l'Adjarie dans le giron de Tbilissi dès les premiers mois de la présidence de Saakachvili augmente l'incertitude des autorités abkhazes et sud-ossètes qui craignent la reprise d'un tel scénario sur leur territoire. Dans ces circonstances, les dirigeants de ces deux provinces cherchent des moyens afin de garantir leur sécurité et la seule option qui s'offre à eux est de se rapprocher de la Russie. Le soutien de la Russie était l'option la plus viable pour ces régions puisque d'une part cette dernière était déjà présente dans les provinces géorgiennes par l'entremise de missions de maintien de la paix. D'autre part, Moscou accepte mal le changement de régime en Géorgie puisque la Russie voit d'un mauvais oeil les révolutions de couleur d'autant plus que le nouveau gouvernement à Tbilissi s'affiche comme pro-occidental ce qui risque d'atténuer la présence déjà fragile de la Russie dans la région. La Russie met donc en place des mesures — comme l'émission de passeports russes à la population de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud — en soutien aux populations des provinces sécessionnistes.

Les tensions ont donc augmenté entre 2004 et 2008 en raison d'un dilemme de sécurité entre les provinces indépendantistes et l'État géorgien. Les discours du gouvernement géorgien sur l'importance de la restauration de l'intégrité territoriale

s'accompagnent par une augmentation des dépenses dans l'armement et une militarisation de l'État géorgien. Devant cette menace, les provinces sécessionnistes cherchent des moyens d'assurer leur sécurité afin de maintenir leur autonomie déjà acquise. On assiste alors à une radicalisation des discours et à une polarisation des appartenances ethniques au sein de la population. L'une des manifestations de ces tensions est la recrudescence des violences en Ossétie du Sud en 2004, lorsque le gouvernement géorgien force la fermeture du marché Ergneti, l'un des principaux lieux de contrebande de cette région et aussi sa principale source de revenus. En réponse à l'augmentation des violences, la Géorgie prend des mesures supplémentaires afin d'exercer un plus grand contrôle sur l'Ossétie du Sud et ainsi protéger les citoyens géorgiens présents sur ce territoire. En somme, la rhétorique nationaliste employée par l'administration Saakachvili déclenche un dilemme de sécurité entre la Géorgie et les provinces indépendantistes. Cette situation se traduit par une augmentation des tensions entre Ossètes et Géorgiens ce qui se solde en 2008 par l'invasion de Tskhinvali par les forces armées géorgiennes.

Néanmoins, ce dilemme de sécurité qui s'est mis en place entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie ne permet pas de saisir le comportement de la Russie dans ce conflit. Si les forces russes s'étaient limitées à repousser les forces armées géorgiennes en dehors du territoire de l'Ossétie du Sud, il aurait été possible de soutenir la thèse que la Russie souhaitait simplement défendre cette région afin de protéger les citoyens russes présents sur le territoire ossète qui se retrouvaient en danger en raison de l'offensive géorgienne. Toutefois, la réplique de la Russie s'est avérée d'une envergure remarquable et disproportionnée si l'on considère la menace à la sécurité nationale russe que représentait la Géorgie. Cette situation laisse donc présumer que les motifs de la Russie étaient plus larges que la protection des citoyens d'Ossétie du Sud ou même de ses propres citoyens.

2.1.2 L'échelle régionale

À l'échelle régionale, le Caucase du Sud gagne en importance sur le plan géostratégique puisque cette région constitue un pont entre les ressources énergétiques du bassin de la mer Caspienne et les marchés consommateurs d'Europe. Dans ce grand jeu des hydrocarbures, il y a une concurrence entre les intérêts de la Russie qui tente de s'imposer comme une superpuissance énergétique et ceux des États-Unis et de l'Europe qui souhaitent diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel. La région du Caucase du Sud est ainsi portée à devenir le théâtre de rivalités géopolitiques pour le contrôle des ressources de la mer Caspienne. Présentement, le contrôle stratégique des ressources énergétiques dans la mer Caspienne se dessine en deux blocs rivaux. D'une part, la Russie souhaite s'imposer comme le principal pays exportateur d'énergie vers l'Europe, mais aussi vers d'autres grands marchés comme la Chine et l'Inde. Dans cette perspective, les ressources dans la mer Caspienne sont d'une grande importance pour la Russie notamment en raison de la proximité avec les marchés consommateurs d'Europe. D'autre part, pour peser davantage dans le commerce des hydrocarbures, la Russie a tout intérêt à contrôler le maximum de ressources puisque cela veut dire que ses concurrents en auront moins. À l'opposé, certains pays du Caucase du Sud souhaitent atténuer leur dépendance à l'égard de la Russie et ils promulguent des tracés de pipelines contournant le territoire russe le tout appuyé par les gouvernements américain et européens. À cet égard, les investissements occidentaux ont permis la construction de deux pipelines d'envergure internationale soit l'oléoduc Bakou/Tbilissi/Ceyhan (BTC) ainsi que le gazoduc Bakou/Tbilissi/Erzurum (BTE). Ces deux pipelines permettent de relier les champs pétrolifères azéris au marché européen en traversant la Géorgie ainsi que la Turquie. La construction de ces pipelines a aussi permis à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie d'accroître leur coopération dans le domaine énergétique. En ce sens, le GUAM-

ODDE se veut une organisation de coopération économique entre ces pays ex-soviétiques afin d'atténuer leur dépendance à l'égard de la Russie en offrant un contrepoids à l'influence de cette dernière. De plus, d'autres projets de pipelines contournant la Russie sont en cours d'évaluation même si depuis le conflit russo-géorgien ces initiatives reçoivent moins d'appui des investisseurs étrangers. Dans cette perspective, il est possible que les conflits entre l'État géorgien et les provinces sécessionnistes soient instrumentalisés par la Russie pour intervenir dans ce pays transitaire et ainsi, mettre en doute la sécurité des tracés des pipelines contournant la Russie. Cette stratégie pourrait s'être avérée efficace puisque désormais plusieurs investisseurs remettent en question leur volonté d'augmenter le volume d'hydrocarbures transitant par ces corridors. Dans cet ordre d'idée, le Turkménistan a refusé des ententes avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie craignant des pressions de la Russie. La Turquie s'est elle aussi montrée plus prudente dans le développement des futurs tracés de pipelines afin de ne pas dégrader sa relation avec Moscou. Il est aussi à noter que la Russie aurait pu altérer l'acheminement d'hydrocarbures qui transitaient par la Géorgie lors du court conflit dans ce pays puisque l'armée russe contrôlait pratiquement l'ensemble du territoire géorgien. Pourtant aucune perturbation dans l'acheminement n'a été remarquée lors de ce conflit, et ce même entre la Géorgie et la Russie puisque l'Arménie est approvisionnée par la Russie au travers de pipelines qui traversent le territoire géorgien. Cette situation soulève dès lors la nécessité de s'interroger sur l'influence de la conjoncture internationale dans le déclenchement du conflit.

2.1.3 La conjoncture internationale

La dynamique internationale des rapports de pouvoir mondiaux est possiblement l'échelle d'analyse la plus complexe pour expliquer le conflit opposant

la Russie à la Géorgie puisque la présence des puissances occidentales dans cette région ne se fait que de manière indirecte. D'abord, il est important de noter que même si les tensions entre les États-Unis et la Russie ne sont pas équivalentes aux rivalités idéologiques qui pouvaient exister entre l'Union soviétique et les États-Unis, il reste que ces deux grandes puissances ne partagent pas la même conception du monde et encore aujourd'hui ces deux États se trouvent souvent en opposition sur plusieurs enjeux dans les affaires internationales. Si dans la première moitié des années 1990 la relation entre la Russie et le bloc occidental semblait s'améliorer, on remarque qu'au tournant du XXI^e siècle les différends entre Moscou et la communauté euroatlantique se sont multipliés notamment après l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie sans mandat des Nations unies. Ce moment marque une dégradation importante de la relation russo-américaine qui est accentuée par la transition politique qui s'opérait au même moment en Russie avec l'arrivée à la tête du pays de V. Poutine. Ce changement de présidence est synonyme d'un durcissement de la position de la Russie à l'égard de l'occident avec comme toile de fond une nouvelle phase d'expansion de l'OTAN dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Parallèlement, un changement idéologique s'opère progressivement en Russie et l'euroatlantisme caractérisant les premières années au pouvoir de l'administration Eltsine laisse progressivement place à une politique étrangère eurasiatique où la Russie adopte un comportement qualifié de néoimpérial par ses adversaires. Cette nouvelle attitude, qui prend racine dans la doctrine Primakov, consiste en une centralisation des politiques nationales, en la recherche d'un nouvel équilibre dans l'ordre international et en la restauration d'une sphère d'influence dans l'espace postsoviétique. En d'autres mots, l'eurasianisme est synonyme d'une centralisation à l'interne et d'une politique de grande puissance à l'externe afin de garantir la subordination des pays ex-soviétiques envers la Russie. Dès lors, la confrontation entre les intérêts occidentaux et russes était pratiquement inévitable dans le Caucase

du Sud puisque depuis les années 1990 on observe une intrusion grandissante des acteurs occidentaux dans cette région principalement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique et militaire. En effet, la Russie de Poutine semble déterminée à limiter la présence occidentale dans le Caucase du Sud et même si elle semble prête à accepter les investissements d'entreprises étrangères pour l'exploitation des ressources énergétiques, la Russie semble beaucoup moins tolérante à l'égard des organisations internationales occidentales et tout particulièrement de l'OTAN. En effet, selon Moscou l'expansion de l'OTAN dans le « proche étranger » vise à marginaliser la Russie dans les affaires internationales afin d'empêcher la résurgence de cette dernière comme puissance mondiale. Dans ces circonstances, la volonté de la Géorgie de joindre cette alliance militaire préoccupe les autorités russes ce qui augmente les tensions déjà palpables entre Tbilissi et Moscou. Il était donc à prévoir que Moscou chercherait n'importe quels moyens afin d'augmenter ses pressions sur la Géorgie pour stopper son virage politique vers l'Ouest.

C'est en 2008 que la communauté transatlantique a donné cette occasion à la Russie. D'abord en reconnaissant l'indépendance du Kosovo au mois de février et ensuite en accordant une promesse d'adhésion éventuelle à l'OTAN à la Géorgie lors du sommet de cette organisation à Bucarest en avril. Après ces deux événements, il y a une augmentation radicale des moyens de pression de Moscou envers Tbilissi et une accélération de la reconnaissance incrémentale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Ces moyens de pression, accompagnés par une tentative de reconquête militaire des autorités géorgiennes, ont culminé en une invasion massive de l'armée russe sur le territoire géorgien permettant par le fait même de proroger la présence militaire de la Russie en Abkhazie et en Ossétie du Sud. De plus, cette action militaire s'est soldée par la reconnaissance de l'indépendance des deux régions sécessionnistes par la Russie ce qui au bout du compte rend beaucoup plus complexe

l'adhésion éventuelle de la Géorgie à l'OTAN. De plus, cette intervention a permis à la Russie de faire un coup d'éclat sans trop de conséquences pour ses propres intérêts en raison de l'inaction relative de la communauté transatlantique. Cela a aussi permis à la Russie de réaffirmer sa volonté et sa capacité à intervenir dans l'espace postsoviétique. En somme, cet événement démontre un changement dans les rapports de pouvoirs internationaux puisque les États-Unis n'ont pu venir à l'aide d'un allié important dans cette région en reconnaissant, par la force des choses, la primauté des intérêts russes dans l'espace postsoviétique.

2.2 Le cadre analytique

En raison des multiples causes potentielles du déclenchement du conflit russo-géorgien, il est difficile d'identifier laquelle de ces échelles est la plus susceptible de nous permettre de mieux saisir les causes de l'éclatement de ce conflit militaire interétatique. Il importe donc de choisir un cadre analytique qui saura aborder la complexité de ce conflit et de prendre en considération l'ensemble des facteurs en jeu. En ce sens, l'approche néogramscienne semble être un cadre théorique pertinent afin d'aborder le conflit russo-géorgien puisqu'il fournit les outils pour articuler les différentes échelles d'analyse — nationale, régionale, internationale — et pour mieux saisir les causes de l'affrontement militaire entre la Russie et la Géorgie en 2008. Sans pour autant prétendre opérationnaliser cette théorie, certains concepts pourraient s'avérer utiles pour réaliser ce travail. C'est pour cette raison qu'il importe d'aborder l'ontologie et l'épistémologie de l'approche néogramscienne afin de mieux saisir la portée de cette théorie pour voir dans quelle mesure cette théorie peut être utile pour aborder le conflit russo-géorgien.

2.2.1 L'approche néogramscienne

L'approche néogramscienne en théorie des Relations internationales prend racine dans les écrits du chercheur universitaire canadien R. Cox au début des années 1980. Le néogramscisme se veut « une méthode pour comprendre les relations de pouvoir mondiales » (Cox, 1981, p. 128) en analysant les interactions entre les diverses formes de pouvoir. Cette approche s'inspire des écrits inachevés de l'homme politique et théoricien marxiste italien Antonio Gramsci (1891-1937) « [...] qui s'attarde particulièrement aux conflits internes et extraterritoriaux qui produisent, maintiennent, puis ultimement modifient la forme des relations de pouvoir que l'on nomme hégémonie » (O'Meara, 2010, p. 269). Avant d'aborder plus en détail les concepts de cette théorie ainsi que leur articulation, il est important de noter que l'ontologie néogramscienne « [...] présente un cas unique en théories des Relations internationales en ce qu'[elle] est et matérialiste et idéaliste² » (O'Meara, 2010, p. 272). De plus, l'ontologie néogramscienne stipule que toute théorie est historiquement enracinée ce qui implique que toute entité soumise à l'analyse doit être resituée dans son temps historique — la conjoncture mondiale — dans son espace et dans son échelle (locale, régionale, nationale, continentale, planétaire) (Jessop, 2006).

2.2.2 L'approche néogramscienne dans l'interprétation du conflit russo-géorgien

L'approche néogramscienne permet d'appréhender le conflit russo-géorgien survenu lors de l'été 2008 dans la mesure où cette théorie illustre comment un conflit ethnique, qui se produit à l'intérieur d'un cadre national, a pu dégénérer en

² Les néogramsciens rejettent autant le matérialisme ontologique radical des marxistes orthodoxes que l'idéalisme ontologique pur du constructivisme ou du poststructuralisme. Il insiste sur la nécessité d'établir des liens de co-constitution entre les phénomènes matériels et idéationnels (O'Meara, 2010, p. 272)

affrontement interétatique opposant la Géorgie et la Russie. Surtout, cette approche théorique met en exergue l'importance des facteurs internationaux dans le déroulement ainsi que dans le dénouement de ce conflit armé. Le néogramscisme renseigne sur deux processus susceptibles de faciliter la compréhension de ce litige territorial. D'abord, il permet d'appréhender la dynamique géopolitique en vigueur en Europe depuis l'effondrement de l'URSS pour le contrôle des pays d'Europe de l'Est et des États postsoviétiques. Au travers de différents mécanismes institutionnels, les États-Unis, l'UE et la Russie ont tenté au cours des années 1990 de combler le vide laissé par le démembrement de l'Union soviétique. D'autre part, le néogramscisme fournit les outils pour étudier la dynamique nationale en Géorgie en identifiant comment la révolution des roses en 2003 a contribué au bouleversement du *statu quo* concernant les territoires indépendantistes pour ultimement mener à l'affrontement de 2008 qui a été un révélateur significatif d'un changement important dans les rapports de force mondiaux.

2.2.2.1 La dynamique géopolitique en Europe à partir des années 1990

Au cours des années 1990, les États-Unis ont cherché à accroître leur présence dans les affaires européennes afin de s'imposer comme l'architecte du nouvel ordre international. De plus, les États-Unis souhaitent profiter des nouvelles opportunités qui émergent de la dissolution de l'URSS afin d'asseoir une hégémonie mondiale fondée sur la suprématie américaine. La création du Conseil de coopération nord-atlantique en 1991 démontre que l'OSCE n'était pas le mécanisme privilégié par les États-Unis pour exercer un contrôle en Europe de l'Est (Van Der Pijl, 2001). En ce sens, les États-Unis font la promotion de mécanismes pour garantir un contrôle sur l'Europe tout en s'opposant au modèle européen qui lui fait la promotion d'institutions et d'organisations d'envergure régionale plutôt qu'internationale. Selon Van Der Pijl (2001), il découle deux processus de cette concurrence. D'une part, on assiste à une

tentative « d'Américanisation de l'Europe de l'Est » au travers d'une communauté de sécurité collective qui prend la forme de l'OTAN tandis que le bloc européen regroupé sous l'égide de l'UE depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht en 1992 promulgue une « Européanisation de l'Europe de l'Est ». En d'autres mots, une américanisation de l'Europe est synonyme d'intégration européenne souple où la souveraineté des États resterait intacte tandis qu'une européanisation de l'Europe de l'Est est fondée sur l'idée d'intégration supranationale ce qui écarterait potentiellement les États-Unis des affaires européennes.

La guerre de Yougoslavie et le conflit au Kosovo ont ouvert la porte à l'intervention américaine d'autant plus que les États-Unis étaient déjà actifs dans d'autres pays de la région comme en Albanie, en Bulgarie et en Turquie. À partir de ce moment, l'OTAN était devenue le pilier sécuritaire de la nouvelle architecture européenne (Rouleau, 1999). À preuve, les pays d'Europe ont participé aux opérations au Kosovo sans pour autant avoir obtenu un mandat des Nations Unies. De plus, Lafontaine (1999) soutient que la France et l'Allemagne auraient violé des procédures parlementaires afin de permettre l'intervention militaire au Kosovo. Ainsi, l'avancée de l'OTAN en Europe de l'Est, et conséquemment dans l'espace postsoviétique, aura permis d'introduire une présence américaine avant tout autre dispositif européen similaire transformant les États-Unis en portier des relations entre l'Europe et la Russie. Comme le souligne Gowman (1999), cela défie les intérêts économiques et sécuritaires russes en isolant la Russie du reste de l'Europe. Dans cette perspective, il semble évident que les États-Unis tentent d'élargir leur présence dans la région ce qui fait en sorte que toute politique nationale d'un pays du « proche étranger » qui adopte une position moins pro-occidentale sera perçue par la Russie comme une intervention des États-Unis pour accroître son influence dans la région au détriment de la Russie.

2.2.2.2 La Dynamique interne à la Géorgie

La dynamique présentée ci-dessus s'appliquait pratiquement uniquement au pays d'Europe centrale et orientale (PECO), mais les révolutions de couleur qui se produisent au début des années 2000 élargissent le rôle des États-Unis dans l'espace postsoviétique. En effet, des organisations américaines ont apporté un soutien logistique et financier aux mouvements de contestation populaire qui ultimement ont mené à des changements de régime dans 3 États postsoviétiques — Géorgie (2004), Ukraine (2005) et Kirghizie (2005). En Géorgie, la Révolution des roses débute en 2003 et mène à l'élection de M. Saakachvili à la tête du gouvernement géorgien ce qui engendre une rupture dans la politique nationale. Le vent de changement sur le plan de la politique nationale est aussi accompagné par une perception d'américanisation de la société géorgienne qui opère des réformes économiques et politiques dans l'objectif d'intégrer des organisations occidentales telles l'OTAN et l'UE. Pour les autorités indépendantistes d'Adjarie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, cette situation représente une menace, car le statut de leur territoire est remis en question.

Sous la présidence de E. Chevardnadze, les conflits territoriaux sur le territoire géorgien se sont pérennisés, car l'État géorgien a pris certaines caractéristiques qui aidaient les dirigeants politiques à éviter la question de l'intégrité territoriale plutôt que de la poursuivre. En effet, la corruption qui caractérisait l'État géorgien faisait en sorte que plusieurs dirigeants profitaient davantage de l'instabilité et du *statu quo* que d'une résolution formelle des différends territoriaux. Ceci faisait en sorte que la paix achetée en Géorgie était fragile et contingente puisque la stabilité du pays reposait sur des relations personnelles entre les autorités politiques le tout facilité par des institutions informelles.

L'arrivée au pouvoir de M. Saakachvili transforme l'équilibre sur lequel reposait la stabilité en Géorgie. En effet, ce dernier propose un programme politique fondé sur la lutte à la corruption, le renforcement des capacités de l'État et la démocratisation des institutions ce qui ébranle la structure sur laquelle reposait le *statu quo* de l'ère Chevardnadze (George, 2009). En d'autres mots, le nouveau gouvernement promet de combattre la corruption caractérisant le régime Chevardnadze, de restaurer l'intégrité territoriale de la Géorgie par des moyens pacifiques afin d'aider la Géorgie à rejoindre l'Occident et ses organisations, de restaurer les institutions de l'État ainsi que de créer un climat démocratique. Cette nouvelle *raison d'État* réanime les tensions interethniques dans le pays notamment en raison de l'incertitude qui prévaut depuis que l'intégrité territoriale est redevenue un enjeu politique pour le nouveau gouvernement de Géorgie. Sur le terrain, cette incertitude s'observe par une reprise des violences de basse intensité lors des étés 2004 et 2006 en Ossétie du Sud.

En conclusion, l'approche néogramscienne permet de concevoir l'articulation entre ces deux niveaux d'analyse — géopolitique euroatlantique et dynamique nationale en Géorgie — ce qui enrichit la compréhension du conflit russo-géorgien. En effet, il est possible de saisir en quoi, pour la Russie, les transformations politiques nationales en Géorgie étaient perçues comme une menace à leurs intérêts. En effet, ces transformations sur le plan de la politique nationale s'inscrivaient dans une conjoncture internationale et régionale particulière où les États-Unis renforcent l'isolement de la Russie en défiant la sécurité et les intérêts russes dans le « proche étranger » au travers de mécanismes institutionnels comme l'OTAN ou encore plus subtilement en catalysant les revendications et les réformes démocratiques dans les États postsoviétiques. Cette situation engendre une perception négative de l'ordre international promulgué par les États-Unis et incite la Russie à défier le modèle américain en créant un discours antagoniste se fondant sur « l'Eurasianisme » afin de

promouvoir un ordre international multipolaire par opposition au monde unipolaire que les États-Unis tentent d'ériger et de légitimer. Néanmoins, même si l'approche néogramscienne peut orienter l'analyse du conflit russo-géorgien, ce travail ne prétend pas effectuer une application de ce cadre analytique ni une articulation de ses concepts théoriques.

2.3 Hypothèse

Selon les outils fournis par l'approche néogramscienne, tout indique que la conjoncture internationale a joué un rôle déterminant dans le déclenchement du conflit russo-géorgien. D'autres facteurs comme la révolution des roses ne sont pas à négliger dans le déclenchement de ce conflit militaire. Cependant, la principale raison pour laquelle cet affrontement a éclaté en 2008 et non avant est le résultat de changements dans la conjoncture internationale et plus particulièrement en raison de deux principaux événements internationaux qui ont altéré les relations entre la Russie et l'Occident. D'abord, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par plusieurs membres de la communauté internationale dont notamment les États-Unis et les membres de l'UE, malgré les mises en garde de la Russie, a augmenté la vulnérabilité de la Géorgie en créant un précédent menaçant l'intégrité territoriale du pays. Deuxièmement, la déclaration du sommet de l'OTAN à Bucarest concernant l'élargissement de l'organisation de sécurité collective à la Géorgie et à l'Ukraine a été perçue, par la Russie, comme une menace à la sécurité nationale incitant du fait même les Russes à prendre des mesures pour défendre leurs intérêts et assurer leur sécurité nationale. Il est important de noter qu'il ne faut pas négliger les modifications majeurs qui sont survenues dans les rapports de forces mondiaux au milieu des années 2000. À cet égard, le partenariat stratégique sino-russe a permis la résurgence de la Russie dans les affaires étrangères tandis que l'enlèvement des États-Unis en Irak

soulève les divergences d'intérêts qui existent au sein de la communauté euroatlantique.

D'abord, au terme de plusieurs années de conflit entre Kosovars et Serbes, de nombreux États occidentaux reconnaissent l'indépendance du Kosovo après son autoproclamation le 17 février 2008, et ce, malgré les avertissements émis par Moscou. En effet, la Russie s'était opposée à la reconnaissance de cet État et avait mis en garde la communauté internationale qu'un tel geste aurait d'importantes conséquences sur l'intégrité territoriale de la Géorgie. Ainsi, puisque la communauté internationale et plus particulièrement les États-Unis et les États européens ne traçaient pas de liens entre la situation en Géorgie et celle en Serbie ces derniers n'ont pas prévu de stratégie pour protéger la Géorgie des dommages collatéraux. Dans ce contexte, la reconnaissance internationale du Kosovo a seulement augmenté les tensions et l'instabilité en Abkhazie et en Ossétie du Sud ce qui a accru la vulnérabilité de la Géorgie. De plus, cet événement a fourni un prétexte à Moscou pour lancer une escalade des moyens de pression politique et militaire qui ont culminé en affrontement militaire opposant la Russie et la Géorgie.

De plus, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, les membres de l'Alliance ont entrepris un important débat à savoir si l'organisation devait accorder à la Géorgie et à l'Ukraine le Membership Action Plan (MAP) en vue d'un éventuel élargissement. D'un côté, les États-Unis souhaitaient que la Géorgie et l'Ukraine intègrent la communauté euroatlantique tandis que plusieurs pays européens soulevaient leurs inquiétudes en raison de la possibilité d'altérer leur relation avec la Russie qui s'oppose vigoureusement à l'élargissement de cette organisation dans l'espace postsoviétique. Un compromis est atteint selon lequel l'OTAN s'engage à accorder éventuellement le membership à ces pays sans pour autant leur concéder le MAP.

Pour Washington, cet arrangement permettait d'atténuer les antagonismes parmi les membres de l'organisation tout en rassurant la Géorgie qui cherchait des garanties pour des fins sécuritaires. Cependant, ce qui semblait cohérent dans la perspective de l'OTAN s'est avéré peu efficace dans la vision de Moscou puisque celle-ci souhaitait empêcher toute adhésion éventuelle de ces pays à l'OTAN. En somme, le sommet de Bucarest a jeté de l'huile sur le feu puisque d'une part, la décision de l'OTAN allait à l'encontre des intérêts de Moscou et d'autre part, l'option choisie par l'alliance augmentait la vulnérabilité de la Géorgie et dans une moindre mesure celle de l'Ukraine.

2.4 Méthodologie

Dans l'objectif de valider l'hypothèse selon laquelle la conjoncture internationale est l'une des causes principales du déclenchement du conflit russo-géorgien de l'été 2008, il importe de définir les outils techniques qui permettront de dégager et d'analyser les informations disponibles. Dans le cadre de ce travail, une méthode qualitative de nature interprétative sera employée. Comme le soulignent Orlikowski et Baroudi (1991), cette méthode cherche à comprendre comment les membres d'une communauté sociale, à travers leur participation dans un processus social, jouent des réalités particulières en leur donnant un sens en plus de démontrer comment les compréhensions, les croyances, les intentions des membres façonnent leur action sociale. Une telle méthode explore donc les expériences subjectives des gens et le sens que ceux-ci donnent à leurs expériences en situant ces expériences et ces compréhensions dans leur contexte social, historique, normatif et biographique (O'Meara, 2010).

L'analyse proposée sera donc de type analytique et descriptif afin d'expliquer et de comprendre non seulement le comportement d'acteurs, mais aussi le contexte dans lequel ces comportements surviennent. Conformément à l'ontologie néogramscienne qui repose sur le matérialisme historique, la méthodologie de ce travail sera fondée en partie sur des analyses historiques, mais aussi sur une recherche documentaire ainsi que sur une analyse de discours. Ainsi, les données utilisées pour réaliser cet exercice proviendront principalement d'articles scientifiques et de monographies spécialisées sur le contexte géorgien ou plus directement sur le conflit lui-même. Cependant, plusieurs sources primaires telles des discours ou des entrevues réalisées avec des acteurs impliqués dans le conflit ainsi que des documents officiels émis par des gouvernements ou des organisations internationales appuieront l'analyse puisque ces données permettent de mieux comprendre le comportement des différents acteurs.

Finalement, les données récoltées devront être soumises à une série d'étapes analytiques qui, prises dans leur ensemble, détermineront les conclusions que l'on peut tirer des informations recueillies. C'est pourquoi il importe de traiter les données et les informations avec rigueur selon trois étapes. Premièrement, la catégorisation et la classification des données ; ensuite, l'évaluation qui permet de déterminer le poids attribuable à chaque catégorie ainsi que l'exploration des liens entre ces catégories et finalement, la validation des données afin de démontrer que les conclusions tirées attestent d'une connaissance adéquate du sujet de recherche. En d'autres mots, cette démarche permettra d'arriver à l'explication la plus plausible du conflit russo-géorgien puisqu'elle sera cohérente avec les faits connus.

3. LES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS POTENTIELS DU CONFLIT RUSSO-GÉORGIEN

Comme pour la plupart des conflits à travers le monde il est difficile de cerner avec exactitude les facteurs qui ont mené à la dégradation des relations entre les communautés ethniques et à l'émergence de violences interethniques qui se sont par la suite soldées par un conflit interétatique opposant la Russie et la Géorgie. Le cas de la Géorgie est particulièrement complexe puisque de nombreux points de vue ont été diffusés par les médias, les décideurs politiques et les scientifiques. Par exemple, l'analyse de la couverture médiatique faite aux États-Unis comparativement à celle réalisée en Russie témoigne des différences qui existent dans la perception de ce conflit. Malgré ces difficultés, il est possible de regrouper les causes du déclenchement de ce conflit en trois catégories selon leur échelle géographique. Cette analyse multiscalaire permettra d'identifier dans un premier temps les facteurs internes c'est-à-dire les éléments structurels propres au contexte géorgien. Dans un deuxième temps, les enjeux régionaux nous renseigneront sur la dynamique entre les États postsoviétiques et la Russie. Finalement, la conjoncture internationale permettra de soulever les facteurs qui ont mené à l'internationalisation du conflit ainsi que de mettre en exergue le rôle des rapports de pouvoir mondiaux dans le déroulement de ce conflit. Comme il a été mentionné précédemment, l'échelle internationale s'avère la plus enrichissante dans la compréhension du conflit russo-géorgien, car les rapports de pouvoirs mondiaux semblent être la source principale du déclenchement de l'affrontement militaire. Néanmoins, les autres échelles sont abordées puisqu'elles éclairent sur les tenants et aboutissants de ce conflit.

3.1 Les facteurs internes

L'émergence des violences en Ossétie du Sud, au début du mois d'août 2008, peut s'expliquer en grande partie par certains facteurs structurels propres à l'expérience géorgienne. Parmi ces facteurs endogènes, il importe de considérer les contextes historique et géographique puisque ces éléments établissent les fondements de la diversité culturelle dans la région et permettent d'appréhender la complexité de la mosaïque ethnique caucasienne. De plus, la structure fédérale héritée de l'URSS a permis l'émergence d'élites régionales dotées d'une armature territoriale afin de gouverner à différentes échelles d'autonomie. Ensuite, la non-résolution des litiges territoriaux en Abkhazie et en Ossétie du Sud et surtout la forme qu'ont prise les opérations de maintien de la paix (OMP) dans ces régions ont engendré un climat de paix fragile et instable. Finalement, la révolution des roses en 2003 et la subséquente reconfiguration de l'État géorgien sont venues rompre l'équilibre fragile sur lequel reposait la paix relative entre les différents groupes ethniques du pays.

3.1.1 Le contexte historique et géographique

La Géorgie est située entre l'Europe et le Moyen-Orient dans la région du Caucase du Sud aussi connu sous le nom de Transcaucasie. Cette région montagneuse est confinée entre les monts du Grands Caucase au nord et les monts du Petit Caucase au sud. Malgré le relief montagneux qui constitue une véritable frontière naturelle au nord du pays, la Géorgie jouit d'un accès à la mer Noire. De plus, la Géorgie partage une frontière terrestre avec quatre pays soit l'Azerbaïdjan à l'Est, l'Arménie au Sud, la Turquie au Sud-Ouest et la Russie au Nord. La forme physique du pays donne l'impression que le pays est un pont entre l'Europe et l'Asie, entre la mer Noire et la mer Caspienne. Ce positionnement géographique à la rencontre des contrées

chrétiennes et arabo-musulmanes ainsi que le relief montagneux de la région favorise le passage et le brassage des peuples. Cette caractéristique géographique facilite l'émergence d'une panoplie de cultures faisant de la Géorgie ainsi que du reste du Caucase une mosaïque ethnoculturelle complexe. Par un parcours historique remontant à la colonisation du territoire géorgien, nous verrons comment les luttes impériales, au fil du temps, ont forgé la panoplie d'identités en Géorgie. Cette perspective historique nous permettra de dépeindre un portrait démographique de la situation actuelle en Géorgie.

Dès le IV^e siècle apr. J.-C., le territoire géorgien est sous l'influence de l'Empire byzantin et des Perses sassanides. Les Byzantins représentent la continuation de l'Empire romain et participent à la christianisation des peuples du Caucase tandis que les conquêtes sassanides modifient la démographie régionale (Chiclet, 2008). Au VII^e siècle, la conquête par les armées arabes met un terme aux rivalités entre Byzantin et Sassanides sur le territoire géorgien (Howe, 2014). À cette époque, l'Empire arabe termine sa dernière phase d'expansion et son territoire s'étend désormais sur l'ensemble du Caucase. Cette période est marquée par l'islamisation de la région. Par la suite, le Caucase du Sud est unifié par la dynastie des Bagratides qui fonde le Royaume de Géorgie situé approximativement sur le territoire actuel de la Géorgie (Howe, 2014). Après avoir atteint son apogée à la fin du XIII^e siècle, le royaume de Géorgie est écrasé par les armées mongoles de Tamerlan au XIV^e siècle (Chiclet, 2008). Ensuite, dès le XVI^e siècle, le territoire géorgien devient le théâtre de la rivalité entre l'Empire perse qui représente la continuité du règne de Tamerlan et de l'Empire turc-ottoman qui a des visées expansionnistes (Chiclet, 2008). Au XVIII^e siècle, le territoire géorgien fait face à un nouvel impérialisme naissant et majeur venant du nord soit celui de la Russie. Royaume chrétien, la Géorgie fait appel à la Russie pour se protéger des conquêtes perses et ottomanes (Mardirossian, 2007).

C'est ainsi que Moscou, qui se perçoit comme la troisième Rome (Abushov, 2009) fait de la Géorgie son protectorat avant de décider unilatéralement d'annexer le territoire de la Géorgie à l'Empire des tsars en 1801 (Chiclet, 2008). Il en résulte une soumission progressive et une russification du peuple géorgien au cours de la période qui suit.

Désormais, la Géorgie est caractérisée par une mosaïque ethnoculturelle complexe. Selon le recensement de 2002, plus de 83,8 % de la population du pays appartient au groupe ethnique géorgien, 5,7 % sont Arméniens, 1,5 % sont d'origine russe et plus de 2,5 % s'associent à d'autres groupes dont les principaux sont d'origine Azéris, Grecs, Ossètes ou Tchétchènes (CIA World Factbook, en ligne). D'autre part, si la majorité de la population s'associe à la religion chrétienne orthodoxe (83,9 %), il y a en Géorgie une importante communauté musulmane (9,9 %) (CIA World Factbook, en ligne). Toutefois dans le cadre de notre analyse il importe de définir plus précisément les communautés ethniques adjare, abkhaze, et sud-ossète puisque même si elles ne représentent qu'une part minime de la population de Géorgie, les violences ethniques, qui sont au coeur de ce mémoire, concernent ces populations.

Les Adjars sont des Géorgiens islamisés et turquifiés vivant à la frontière de l'Empire ottoman. Pour les Abkhazes, les choses sont plus compliquées. Certains spécialistes pensent qu'il s'agit de Géorgiens islamisés et mélangés à des peuples Nord-Caucase, pour d'autres, il s'agit d'un véritable peuple nord-caucasien comme les Ingouches, les Tchétchènes, les Tcherkesses... Enfin, les Ossètes ne sont pas des Caucasiens, mais des Indo-Européens proches des Iraniens [...]. Les Ossètes du nord se convertissent à l'islam, alors que leurs frères du sud restent chrétiens orthodoxes (Chiclet, 2008, p. 113).

Finalement, ces particularismes locaux ont pu émerger en raison de l'enchevêtrement de plusieurs peuples dans ce carrefour entre l'Europe et le Moyen-Orient.

3.1.2 La structure fédérale héritée de l'URSS

Selon les statistiques disponibles les Adjares, les Abkhazes et les Ossètes ne représentent pas une part importante de la population géorgienne (CIA World Factbook, en ligne). Toutefois, ce sont ces peuples qui lors de l'effondrement de l'Union soviétique se sont mobilisés afin d'obtenir davantage de souveraineté ou même l'indépendance. L'explication de ce phénomène réside en partie dans l'armature territoriale héritée de l'URSS puisque la structure fédérale soviétique reposait sur une des démarcations formelles du territoire géorgien fondées sur l'ethnicité. Malgré l'indépendance de l'État géorgien, ce dernier n'a jamais su restaurer son intégrité territoriale.

En 1918, profitant de l'effondrement de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale et du chaos postrévolutionnaire en Russie, la Géorgie acquiert son indépendance en se dotant d'un gouvernement menchevik (Chiclet, 2008). La République démocratique de Géorgie est alors fondée et malgré l'instabilité régionale une constitution est adoptée en 1921 ce qui lui permet d'obtenir *de jure* la reconnaissance par les États occidentaux (Chiclet, 2008). Cet état de fait n'empêche toutefois pas l'armée rouge d'envahir la Géorgie en 1921 proclamant du même fait la naissance de la République socialiste soviétique de Géorgie au mois de février de la même année (Hunter, 2006 ; Chiclet, 2008). En 1922, Moscou fonde la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie qui est composée de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan (Howe, 2014). Cette république s'inscrit dans un système fédéral dominé par Moscou. À cette époque, J. Staline, Géorgien d'origine, est commissaire aux nationalités et « [...] c'est lui qui sépare les Républiques de l'URSS en créant en leur sein des Républiques autonomes et des Régions autonomes [...] » (Chiclet, 2008, p. 113). En 1927, J. Staline prend le pouvoir de l'Union

soviétique et souhaite modifier la fédération soviétique ne partageant plus l'idéologie qui prévalait sous Lénine concernant les différentes nationalités. En effet, contrairement à Lénine qui accordait une importance aux langues et aux cultures locales, Staline désire promouvoir la culture russe dans l'ensemble de l'Union soviétique (George, 2009). La période qui s'en suit est donc marquée par la russification de l'Empire. C'est dans ce contexte que la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie est dissoute pour faire place en 1936 à une panoplie d'entités territoriales dont la République fédérée de Géorgie qui est composée des Républiques autonomes d'Adjarie et d'Abkhazie et de la région autonome de l'Ossétie du Sud (Howe, 2014). La Géorgie est donc divisée en quatre entités territoriales qui ne tiennent pas totalement compte de la diversité ethnique locale. En effet, comme le souligne Hunter (2006) « [...] Stalin adopted a policy of creating territorial units in which territorial boundaries did not correspond to ethnic realities and often gathered rival ethnic groups within a single political unit » (p. 113).

Derrière cette décision politique de dissoudre la Fédération de Transcaucasie

[...], deux volontés se conjuguèrent : celle d'accompagner et d'encadrer la complexité ethnique de cette région, renforcée par une histoire récente particulièrement tourmentée, et celle de lutter sans merci contre les nationalismes de tout poil, en permettant toutefois à chaque peuple d'accéder à un épanouissement culturel, national et linguistique (Thual, 2001, p. 40).

Cette division territoriale s'est avérée déterminante dans l'histoire de la Géorgie, car pour la première fois, différents groupes ethniques, au sein même de ce que formait l'État géorgien, obtiennent une reconnaissance sur un territoire défini juridiquement.

En somme, pour la Géorgie, la période soviétique est synonyme de perte de souveraineté notamment après la prise du pouvoir par Staline et la reconfiguration de la fédération soviétique. Même si cette période est marquée par un certain renforcement de la culture et de l'identité géorgienne (Mardirossian, 2007 ; George, 2009) elle est d'une grande importance dans la compréhension des conflits

territoriaux qui se sont produits en Géorgie après l'effondrement de l'URSS. Lorsque la Géorgie regagne son indépendance, lors de l'éclatement de l'URSS en 1991, Tbilissi n'a en fait qu'une forme de souveraineté limitée puisque la fragmentation administrative de l'époque stalinienne n'a jamais pu être résorbée. En effet, à la proclamation d'indépendance de la Géorgie répond la demande d'indépendance des différentes entités autonomes soit l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. L'Ossétie du Sud demande son rattachement à l'Ossétie du Nord donc à la Fédération de Russie ce qui conduit à des affrontements militaires et a des déplacements de population (Hunter, 2006 ; Chiclet, 2008). Cette guerre civile est interrompue par l'arrivée de troupes russes en Ossétie du Sud en 1992 à la demande du gouvernement géorgien qui n'était pas en mesure de restaurer la paix (Mardirossian, 2007 ; George, 2009). Quant aux Abkhazes, ils déclarent eux aussi l'indépendance régionale en 1992. Ce conflit se solde par une victoire abkhaze en 1993 et le territoire devient une entité indépendante avec son propre président et ses propres forces armées (Hunter, 2006 ; George, 2009).

3.1.3 La reconfiguration de l'État géorgien après la révolution des roses

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Géorgie regagne son indépendance, mais les capacités de l'État sont fondamentalement affaiblies par la fragmentation du pouvoir central de Moscou. Dans ce contexte, les entrepreneurs politiques et les dirigeants régionaux ont pu poursuivre des objectifs personnels soit en terme d'avancement individuel ou en terme de poursuite d'objectif nationaliste en servant les intérêts de groupes ethniques particuliers. Dans tous les cas, la fragilité et la faiblesse de l'État géorgien, au début des années 1990, fait en sorte que Tbilissi a peu de capacité de négociation puisqu'elle a peu à offrir. Comme le souligne Kapitonenko (2009) ; « the combination of a weak state and aggressive local elites produces an ethnic security dilemma, under which state norms and regularities can no

longer limit mutual mistrust, suspicion, and violence between ethnic groups » (p.38). Il s'en suit une multiplication de revendications en Adjarie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud qui vont mener à des conflits armés dans les deux régions du nord de la Géorgie.

Après plusieurs mois de violences interethniques et de chaos politique E. Chevardnadze remplace, au poste de président, Z. Gamsakhourdia qui doit s'exiler en 1992. Le principal objectif du nouveau président est de stabiliser politiquement et économiquement le pays. Cette politique malgré ses succès évidents — fin des conflits armés, redressement de l'économie — aura aussi des couts importants pour l'avenir de la Géorgie. Comme le souligne Julia A. George (2009), « Georgia's state took on certain characteristics that helped its political leaders avoid the question of territorial integrity rather than pursue it » (p. 125). Cette décision de mettre de côté l'éventuelle résolution des conflits principalement dans les premières années de la présidence de Chevardnadze peut s'expliquer par trois raisons outre la crainte de raviver les violences interethniques. D'abord, la Géorgie même après la période de récupération économique n'était pas encore en mesure d'offrir des incitatifs suffisamment alléchants pour retrouver le contrôle des territoires *de facto* indépendants. Deuxièmement, l'État géorgien sous Chevardnadze semblait avoir peu d'intérêt de créer des institutions gouvernementales formelles telles que l'on retrouve dans un État de droit maintenant du fait même la fragilité de l'État. Finalement, plusieurs individus tiraient profit du maintien du *statu quo* notamment en raison de la contrebande et de la corruption. En effet, comme le souligne George (2009), « [...] the corruption that came to symbolize Shevernadze's presidential legacy helped contribute to the longevity of the South Ossetian and Abkhazian conflicts further weakened the Georgian state putting off a time where the Georgians could negotiate from a position of greater strength indefinitely » (p. 135).

Il est toutefois important de noter que le gouvernement de Chevardnadze a fait certains efforts, bien qu'infructueux, pour résoudre les conflits territoriaux. Au tournant des années 2000, Chevardnadze affirme que l'Ossétie du Sud était sur le point de retourner dans le giron de Tbilissi, mais en 2001, le changement de régime en Ossétie du Sud et l'arrivée du nouveau président Kokoity referment cette fenêtre d'opportunité qui semble désormais scellée depuis le conflit de 2008. Dans le cas de l'Abkhazie, la situation est beaucoup plus complexe ce qui complique les perspectives de résolution de conflit. Dans le cas de l'Abkhazie, le gouvernement géorgien considère la présence russe comme une forme d'impérialisme. C'est pour cette raison que Chevardnadze tente de négocier directement avec Moscou plutôt qu'avec les autorités abkhazes.

En somme, la difficulté à résoudre ces conflits conjugués au manque de volonté réel des différents partis à trouver une solution à ces conflits permet de définir la situation comme étant gelée d'où la notion de conflit gelé. Julia A. George (2009) résume bien cette situation :

the corruption of the Georgian state hampered decision making processes, furthering conditions where certain individual actors were better off with an unstable and unresolved status quo rather than formal resolution. The smuggling economies in Abkhazia and South Ossetia, the lucrative and seemingly permanent position of the Abkhazian Government in exile, and the horse trading for border revenues between Shevernadze and Acharan leader Aslan Abashidze created conditions where central - regional political institutions stagnated in Georgia (p. 142).

Ainsi, la paix achetée en Géorgie était fragile et contingente puisque la stabilité du pays reposait sur des relations personnelles entre les autorités politiques et sur des institutions informelles. Dès les années 2003-2004, certains événements se produisent en Géorgie révélant la précarité de la stabilité qui prévalait dans le pays sous la gouverne de E. Chervardnadze.

En 2003, un important mouvement populaire en Géorgie force l'exil du président Chevardnadze. Cette mobilisation qui prend le nom de révolution des roses amène un vent de changements et cette transformation est confirmée par l'élection, en janvier 2004, de M. Saakachvili, du leader du mouvement populaire. Cette élection marque un tournant important en Géorgie puisque Saakachvili promet une série de réformes visant à restaurer les capacités de l'État géorgien. « Saakashvili offered a triple reform program of anticorruption, state building, and democratization that destabilized the tenuous peace of the Shevernadze era » (George, 2009, p. 167). En effet, le nouveau gouvernement promet de combattre la corruption caractérisant le régime Chevardnadze, de restaurer l'intégrité territoriale de la Géorgie par des moyens pacifiques autant que possible afin d'aider la Géorgie à rejoindre l'Europe et ses organisations, de restaurer les institutions de l'État ainsi que de créer un climat démocratique.

As the state strengthened, Saakashvili's stated commitment to restoring Georgia's territorial integrity grew into an active policy of negotiation and confidence building measures, but also included bombastic rhetoric and military buildup. Saakashvili focused on increasing Georgian state capacity, and the methods through which his apparatus pursued that goal, affected how the leaders of Georgia's ethnic regions understood their new political realities. The growing power of the central state also affected how the Georgia government pursued its goals of reestablishing territory integrity (George, 2009, p. 168).

Ainsi, pour les Abkhazes, les Adjares et les Ossètes, la présidence de Saakachvili a engendré une modification du *statu quo* qui prévalait sous Chevardnadze.

En somme, la paix relative de la fin des années 1990 et 2000 reposait sur un État géorgien faible, des bénéfices individuels ainsi que des institutions informelles permettant l'enrichissement personnel et la concentration du pouvoir politique. Cependant, comme le souligne J. A. George, « Saakashvili's arrival into the political scene, however, implied that the sort of politics by illicit mutual gain would end » (2009, p. 167). Il est aussi important de noter que la révolution des roses a

bouleversé la relation entre la Géorgie et la Russie, car le changement de régime en Géorgie était perçu avec méfiance par les autorités russes. Nous aurons la chance d'aborder cette question plus en profondeur dans la section sur les enjeux géopolitiques régionaux.

3.1.4 La non-résolution des premiers conflits

Une autre cause de la (ré)émergence des violences en Géorgie est aussi attribuable à la pérennisation du conflit. C'est-à-dire qu'au lieu de régler pour de bon le statut juridique des territoires sécessionnistes les initiatives de résolution de conflit n'ont jamais abouti malgré l'atteinte d'un *statu quo* sous la présidence de E. Chevardnadze. Ainsi, lorsque M. Saakachvili prend le pouvoir du pays en 2004, les conflits territoriaux persistent concernant le statut futur des régions indépendantistes. Si *de jure* elles appartiennent au territoire de la Géorgie, elles sont tout de même *de facto* souveraines. Cette situation est en partie le résultat des accords de cessez-le-feu en Abkhazie et en Ossétie du Sud conclus respectivement en 1994 et 1992. En effet, ces deux accords ont permis la mise en place de forces d'interpositions dans les deux régions séparatistes et comme le soutient Bezhanishvili (2009) ; « [...] the presence of Russian troops [...] in all the conflict sites in the Caucasus [...] was the only way to prevent mass ethnic cleansing and genocide throughout the region » (p. 23-34). Toutefois, bien que ces forces opèrent dans le même pays, la situation en Abkhazie et en Ossétie du Sud diffère quant à la composition et au mandat des troupes de maintien de la paix.

En Ossétie du Sud, l'accord de paix de Dagomys aussi connu comme l'Accord de Sochi signé le 24 juin 1992, instaure une commission de contrôle conjointe (CCC) qui rassemble des représentants de la Russie, de la Géorgie, de l'Ossétie du Sud et de

l'Ossétie du Nord³. Cette organisation a pour mandat de contrôler la zone de sécurité établie entre le territoire ossète et le territoire géorgien. « L'opération de maintien de la paix (OMP) déployée en Ossétie du Sud depuis 1992 comprenait à l'origine 1500 soldats, également répartis au sein de trois bataillons — un Russe, un Ossète et un Géorgien » (Jolicoeur, 2008, en ligne). Cet arrangement concernant le maintien de la paix en Géorgie n'émane pas de la communauté internationale, mais plutôt du consentement des parties. Cette situation fait en sorte que la communauté internationale joue un rôle secondaire dans la période précédant le conflit. Il faut toutefois noter que l'OSCE a mis en place une opération de supervision de l'OMP en Ossétie du Sud dès 1992, mais comme le souligne P. Jolicoeur, « bien qu'elle possède un bureau permanent à Tskhinvali depuis 1997, la présence de l'OSCE reste [...] limitée — le personnel total de l'OSCE chargé du dossier géorgien compte 200 personnes, dont huit observateurs militaires non armés en Ossétie du Sud » (2008, en ligne).

En Abkhazie, les forces du maintien de la paix sont uniquement constituées de soldats russes. L'OMP en Abkhazie est déployée en 1994, sous mandat de la CÉI. « Elle [l'OMP en Abkhazie] a pour mission de constituer une zone tampon entre Abkhazes et Géorgiens ainsi que d'empêcher une reprise des combats » (Jolicoeur, 2008, en ligne). Tout comme en Ossétie du Sud, la mission de résolution de conflit en Abkhazie n'est pas mandatée par la communauté internationale même si elle est supervisée sur le plan opérationnel par l'ONU. En 1993, la résolution 858 du Conseil de Sécurité déploie la mission d'observation des Nations unies en Géorgie (MONUG). Un an plus tard, l'adoption de la résolution 937 au Conseil de Sécurité de Nations Unies élargit son mandat à la suite de la signature d'un nouvel accord de

³ Agreement on Principles of Settlement of the Georgian-Ossetian Conflict, Sochi, 24 June 1992, (eév: 24 juin 1992).

cessez-le-feu en juillet 1994. Son mandat consiste à effectuer des patrouilles et des enquêtes sur les violations de l'accord. « La MONUG est assez limitée, puisque sa composition maximale est de 136 militaires non armés, auxquels s'ajoutent du personnel civil et un maximum de vingt policiers [...] ». (Jolicoeur, 2008, en ligne)

Au fil du temps, la question du rôle des forces de maintien de la paix russe en Géorgie fait périodiquement surface. Même si dans l'ensemble on peut avancer que les troupes russes ont permis de faire respecter les accords de cessez-le-feu, elles n'ont pas pu empêcher certaines violations. « Ainsi, en 1998, une courte guerre de six jours s'est déroulée dans la zone de sécurité abkhaze, provoquant l'exil de près de 30 000 Géorgiens. D'autres reprises des hostilités, plus limitées, ont été observées en Abkhazie entre 2001 et en Ossétie du Sud en 2004 » (Jolicoeur, 2008, en ligne). Au-delà des questions d'efficacité, c'est souvent la neutralité même de ces opérations qui est remise en question par les autorités géorgiennes. Kocaman (2007) avance que « during the conflict, Moscow officially maintained neutrality [...] but Russian forces situated in the conflict zone provided unofficial support for the Abkhazian formations » (p. 13) tandis que Allison soutient que (2008) « [...] the Joint Control Commission served to freeze the conflict in a frame that maintained the *de facto* separation of South Ossetia from the rest of Georgia » (p. 1146). Même si les premières années de déploiement ont été relativement calmes, les accrochages ont été nombreux entre ces forces de maintien de la paix russe et les forces géorgiennes. Ces tensions répétées opposant les différentes factions engendrent la scission des forces de paix tripartites en Ossétie du Sud en 2004, provoquée par le départ du contingent géorgien.

En somme, ce n'est pas uniquement la composition de la mission de paix qui est remise en cause par Tbilissi, mais également la CCC. Dans la foulée des événements, Tbilissi considère que la commission est biaisée en faveur des intérêts de

Moscou, car trois des quatre représentants sont russes ou prorusses et cela perpétue le *statu quo* plutôt que de favoriser un règlement politique du conflit (Allison, 2008; Jibladze, 2007; Kocaman, 2007). « The absence of Moscow's impartiality in its military and political presence in the Abkhazian and South Ossetian conflicts has pushed Georgia to seek alternative alliances to balance Russian influence » (Abushov, 2009, p. 187). C'est dans cette perspective qu'en mars 2008, la Géorgie a demandé à ce que la composition de la CCC soit modifiée pour y intégrer des représentants de l'UE et de l'OSCE, jugées plus neutres, mais cette tentative d'internationalisation fut un échec ce qui confirme d'autant plus l'impartialité de la mission russe en Géorgie. Comme le souligne Jibladze (2007)

Tbilisi has long accused Moscow of antagonizing the conflicts, an accusation Moscow has thus far ignored. In addition to ignoring Georgia's attempts to internationalize the peacekeeping process, Russia has issued Russian citizenship to thousands of ethnic Abkhaz and South Ossetians living in the conflict zones (p. 46).

En dépit d'un cessez-le-feu durable dans le temps, le règlement politique du conflit est difficilement envisageable sous l'OMP russe. Pendant ce temps, les autorités séparatistes gardent le contrôle de la plus grande partie des territoires sécessionnistes à l'exception de quelques enclaves géorgiennes principalement concentrées dans le sud de l'Ossétie. De plus, les tensions concernant la présence de soldats russes de maintien de la paix en sol géorgien sont pratiquement indissociables de la présence de militaires russes dans le reste de la Géorgie. En effet, les bases militaires russes, sur le territoire géorgien, représentent une autre source de contentieux entre Moscou et Tbilissi, et ce depuis de nombreuses années. Comme le souligne P. Jolicoeur (2008) ;

Le président géorgien d'alors, E. Chevardnadze, a permis en 1994 à la Russie de se déployer dans quatre bases militaires en sol géorgien pour une durée de 25 ans. Vu comme une concession, Chevardnadze espérait en retour que la Russie permettrait à la Géorgie de restaurer son intégrité territoriale. Devant le constat de l'échec de cette politique, Tbilissi a demandé, de façon répétée depuis le

milieu des années 1990, à ce que les forces militaires russes soient retirées de Géorgie (En ligne).

À la veille de la guerre de 2008, le gouvernement russe a finalement accepté de quitter les bases militaires sur le territoire géorgien sans pour autant modifier les OMP dans les républiques indépendantistes.

Finalement, les facteurs internes et structurels présentés ci-haut permettent de saisir comment le contexte national géorgien a permis l'émergence de violences interethniques au début des années 1990 ainsi qu'au cours des années 2000. En effet, le contexte historique et géographique ainsi que l'armature territoriale héritée de l'époque soviétique informent sur le déclenchement des violences au début des années 1990. La reconfiguration de l'État géorgien suite à la révolution des roses ainsi que la non-résolution des litiges territoriaux quant à eux permettent de comprendre la recrudescence des tensions entre les républiques indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et la Géorgie en 2003 et en 2004. Toutefois, les facteurs internes ne nous outillent pas pour comprendre pourquoi l'intensité des violences a atteint son paroxysme en 2008 et permettent encore moins de saisir les motifs derrière l'intervention russe dans le conflit. Dans cette perspective, il convient d'explorer les enjeux géopolitiques régionaux afin d'observer si ce niveau d'analyse est susceptible de nous renseigner davantage sur les causes de l'éclatement du conflit russo-géorgien lors de l'été 2008.

3.2 Les enjeux géopolitiques régionaux

Les enjeux géopolitiques dans le Caucase du Sud permettent de comprendre l'intérêt que porte la Russie à cette région. Motivée par son désir de s'affirmer en tant que puissance régionale, la Russie manifeste la volonté d'exercer une hégémonie

militaire, économique et politique dans l'ensemble de l'espace postsoviétique. Comme le souligne Abushov (2009) ; « Russia's policies towards the South Caucasus states, Ukraine, Belarus and Central Asia have been designed to guarantee Russia's domination and hegemony over them, be it cooperative or coercive » (p. 189). Dans cette perspective, la Fédération de Russie adopte un comportement qualifié de néoimpérial qui est défini comme ; « [...] the (coercitive) control of the centre over the periphery, *divide et impera*, the export of values, and the political, military and economic presence of the centre in the periphery » (Abushov, 2009, p. 189). Il est important de noter que l'impérialisme russe s'apparente à une tentative de subordination de l'espace postsoviétique aux intérêts de la Russie et que l'hégémonie de la Fédération de Russie n'est en fait qu'une suprématie régionale qui se veut un projet contre-hégémonique de la domination américaine. Néanmoins, cette situation a des impacts concrets en Géorgie et elle se manifeste sous trois formes. D'abord, par sa présence dans le Caucase du Sud la Russie souhaite assurer sa sécurité nationale. Ensuite, la Russie souhaite maintenir une position ascendante dans la région afin de maintenir sa position dominante dans le contrôle des ressources naturelles présentes dans le bassin de la mer Caspienne. Finalement, la Russie souhaite maintenir la Géorgie dans un état de dépendance tant économique que politique à son égard afin de garder des leviers d'influence sur celle-ci.

3.2.1 Les enjeux de sécurité nationale pour la Russie

D'une part, la Russie est préoccupée par l'unité inhérente entre les régions du Caucase du Nord et du Sud puisque cette solidarité pose un risque à l'intégrité territoriale et à la sécurité nationale russe. En effet, « the north Caucasus, which is composed of largely mountainous non-Russian republics within the Federation, is closely linked, both culturally and ethnically to their brethren in the South Caucasus

» (Kocaman, 2007, p. 1-2). Pour les autorités russes, les conflits interethniques en Abkhazie et en Ossétie du Sud représentent un risque élevé de débordement dans les provinces russes du Caucase du Nord. La principale raison évoquée par les autorités russes est le fait que si les conflits interethniques dégénèrent il y a un risque de migration des populations du Caucase du Sud vers la Russie ce qui viendrait potentiellement modifier la relation entre Moscou et les provinces russes du Caucase du Nord (Kocaman, 2007). De plus, comme le soutient Bezhanishvili (2009) ; « during the new confrontation between political elites of Georgia and Russia, a number of major terrorist acts took place in the North Caucasus » (p. 31). En somme,

the spillover potential of the Abkhazian and South Ossetian conflicts, which were occurring in Georgia and subsequently affecting the North Caucasus [...] raised concern over Moscow's great power status. With the end of East-West bipolarism, the Russian foreign ministry was convinced that the new era would be one of regional power-centre tendencies, and to secure its great power status Russia should retain a regional hegemony (Abushov, 2009, p. 192).

D'autre part, la Russie manifeste un désir affirmé de maintenir une présence militaire dans le Caucase du Sud afin d'assurer sa domination régionale en protégeant ses intérêts de sécurité nationale dans le proche étranger. En effet, le Caucase du Sud est le théâtre de rivalités entre plusieurs puissances régionales, dont la Russie, la Turquie et l'Iran. Toutefois, comme le souligne Abushov (2009) ; « [...] unlike Turkey, Iran has not influenced the shaping of Russian policies towards the [South Caucasus] region » (p. 203), c'est pour cette raison que notre attention portera davantage sur la rivalité entre Moscou et Ankara. D'abord, « Russia's approach [with Turkey] has been generated by its historical rivalry with Turkey [...]. Accordingly Russia tried to deploy its troops on the Turkish borders with all three states in the South Caucasus and finally achieved this in Armenia and Georgia » (Abushov, 2009, p. 202-203). Ce désir d'établir des bases militaires à la frontière de la Turquie est conditionné par le fait que la Turquie entretient des liens identitaires avec plusieurs peuples dans l'espace

postsoviétique ce qui pourrait stimuler un rapprochement entre ces États et la Turquie, et ce, au détriment des intérêts russes. « According to many Russian analysts, the gradual expansion of Turkey's sphere of influence into the South Caucasus and the Turkic republics of Central Asia in the very beginning of post-soviet order is one of the most serious challenges to Russia's national interests » (Kocaman, 2007, p. 5). De plus, cette menace est renforcée par le fait que la Turquie fait partie d'organisations internationales occidentales dont, entre autres, l'OTAN. En effet, comme le soutient Kocaman (2007) ;

the Turkish challenge was viewed as particularly serious because Ankara's support from the West and its participation in NATO, Turkish alliances with Georgia and Azerbaijan, which were intended to counter balance Russia, were viewed as a part of this strategic design (p. 5).

En somme, même si la Russie a réussi au cours des années 1990 à ouvrir des bases militaires en Géorgie et en Arménie, la Déclaration du sommet de l'OSCE à Istanbul tenu en 1999 s'est prononcée sur la fermeture des bases militaires russes en Géorgie. Selon Mardirossian (2007) ;

le compromis russo-géorgien sur l'évacuation des troupes russes d'Akhalkalaki et de Batoumi dégagé au sommet d'Istanbul n'en est que plus stratégique puisque, avec semblable désengagement, c'est l'influence de la Russie aux frontières septentrionales du Sud-Caucase qui est refoulée après près de deux siècles de présence militaire en Géorgie méridionale (p. 287).

Cette situation ne fait qu'accentuer la dégradation de la relation entre Moscou et Tbilissi puisque ces contentieux entre les deux pays ne font qu'augmenter la méfiance réciproque entre les deux gouvernements. De plus, « la fermeture des quatre bases militaires russes stationnées en Géorgie figure [...] parmi les indicateurs de l'érosion de la présence russe dans le Caucase » (Jafalian, 2009, p. 2), et ce même si la Russie dispose encore de plusieurs autres leviers tout aussi importants afin de maintenir sa présence et son influence dans le Caucase du Sud.

3.2.2 Les rivalités concernant l'accès aux ressources naturelles du bassin de la mer Caspienne

La région du Caucase du Sud est le théâtre d'importante rivalité entre puissances régionales pour le contrôle et le transport des ressources d'hydrocarbures présentes dans le bassin de la mer Caspienne. La position géographique du Caucase du Sud fait de cette région un lieu de transit important particulièrement dans le domaine énergétique. Comme le souligne German (2009) ;

the Caucasus has continued to play a key transit role, facilitating access to and from the hydrocarbon-rich Caspian Sea area. This makes it an area of increasing significance in the contemporary security environment, particularly given regional instability and the potential threat to Western economic interest because of its energy resources and transport infrastructure (p. 346).

Pour la Russie, cette région est d'une grande importance stratégique puisque le contrôle des ressources dans le bassin de la mer Caspienne permet à cette dernière de conserver son rôle de fournisseur principal d'hydrocarbures sur les marchés consommateurs d'Europe. Pour la communauté euroatlantique, les ressources d'hydrocarbures dans la région représentent une opportunité de diversifier leurs sources d'approvisionnements énergétiques en faisant la promotion de nouveaux tracés de pipelines contournant la Russie. Quant à la Géorgie ainsi que les autres pays concernés par l'exploitation et le transit énergétique, la concurrence pour l'accès aux ressources soulève des opportunités de coopération politique et économique permettant d'atténuer leur dépendance à l'égard de la Russie. Toutefois, avant d'aborder plus en profondeur le rôle des différents acteurs présents dans la région il importe de tracer un portrait des différentes voies de transit énergétique présentes dans la région à l'heure actuelle.

Le Caucase du Sud est traversé par plusieurs pipelines reliant la mer Caspienne aux marchés occidentaux. La Géorgie est traversée par deux pipelines de

dimension régionale ainsi que deux de dimension internationale. À cela, il faut ajouter la planification de deux autres projets visant à augmenter le transit énergétique dans le corridor du Caucase du Sud. D'abord, l'oléoduc Bakou-Soupsa, mis en service en 1998, et le gazoduc Russie-Géorgie-Arménie sont des pipelines d'envergure régionale (Jervalidze, 2011). Le premier est un ancien pipeline soviétique rénové qui permet de transporter du brut azéri de la mer Caspienne au port géorgien de Soupsa tandis que le second permet l'approvisionnement de l'Arménie en gaz russe (Jervalidze, 2011). Pour ce qui est des deux pipelines de dimension internationale, le premier est le pipeline Bakou/Tbilissi/Ceyhan (BTC) qui a été mis en service en 2006. Ce dernier permet d'acheminer plus de 50 millions de tonnes/an de brut azéri et potentiellement kazakh vers le port international de Ceyhan sur la Méditerranée orientale (Jervalidze, 2011). Le second pipeline de dimension internationale est le gazoduc Bakou/Tbilissi/Erzurum (BTE) qui a lui aussi été mis en service en 2006. Ce dernier dispose d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes par an (Jervalidze, 2011). Il est important de noter le caractère géopolitique derrière la réalisation de ces deux projets de pipelines. En effet, ces deux tracés ont été proposés par le gouvernement américain afin de répondre à des soucis géopolitiques plutôt que par les intérêts économiques de l'industrie pétrolière. Parmi les projections de pipelines, le White Stream est un projet de gazoduc qui relierait la mer Caspienne à la Roumanie par le réseau géorgien ainsi que par un gazoduc sous-marin à travers la mer Noire (Jervalidze, 2011). Toutefois, comme le souligne Jervalidze (2011)

ce projet en discussion depuis des années, a connu des hauts et des bas chez les différents partenaires potentiels. Les gouvernements azerbaïdjanais et géorgien ont émis des doutes quant à la possibilité de rapides progrès sans l'approbation explicite des parties russe et turque, le gazoduc traversant leurs zones économiques exclusives respectives (p. 307-308).

D'autre part, le Projet Nabucco aussi connu comme étant l'Interconnexion Turquie-Grèce vise à prolonger le BTE de la ville turque d'Erzurum en direction de l'UE (Jervalidze, 2011). En somme, la Géorgie est un pays de transit majeur dans le cas des

pipelines de dimension régionale tandis que dans le cas du BTC et du BTE la Géorgie est un maillon important de la chaîne de transport.

Dans ce grand jeu des hydrocarbures, la Russie s'est engagée dans une politique agressive et défensive dont l'objectif affiché est le contrôle stratégique des voies d'approvisionnement énergétique (German, 2009). L'exclusivité que détenait la Russie sur les voies de transport énergétique est la principale arme dont dispose la Russie. Comme le souligne German (2009) ; « countries in the region had been totally reliant upon the Russian network of pipelines to reach European consumers, undermining their political and economic autonomy and giving Moscow substantial leverage » (p. 350). Cette situation illustre la dépendance des États du Caucase du Sud à l'égard de la Russie. Selon Jafalian (2009), « la dépendance de la Géorgie à l'égard de la Russie est manifeste dans le secteur de l'énergie. Dans ce domaine, la Russie demeure la principale source d'approvisionnement en gaz de la Géorgie » (p. 8). De plus, ce ne sont pas seulement les républiques postsoviétiques qui sont dépendantes de la Russie, mais aussi plusieurs pays européens. « Also, the European Union is quite dependent on Russia for energy resources - 33 percent of oil imports and 40 percent of gas imports - while Turkey which is also dependent - 29 percent of oil imports and 63 percent of gas imports - [...] are not willing to jeopardize political and economic ties with Russia over South Caucasus disputes » (Bishku, 2011, p. 1). Somme toute, la Russie semble satisfaite de son positionnement dans cette situation puisqu'elle a été en mesure de faire transiter sur son territoire une quantité plus importante d'hydrocarbures de la mer Caspienne que ce qui a passé via les pipelines BTC et BTE (Bishku, 2011). Cette situation est possible puisque comme le souligne Kramer (2008) ;

Gazprom's acquisition of controlling shares in the gas-distribution systems of CIS countries and its efforts to construct new pipelines have been coupled with maneuvers to forestall the advent of an alternative pipeline system that would

permit the transport of CIS-origin gas to Europe outside Gazprom's channels (p. 11).

Cependant, certains événements sont venus diminuer la confiance qu'avait l'UE envers la Russie ce qui fait en sorte que Bruxelles revoit sa politique de sécurité énergétique dans le bassin de la Mer Caspienne. « The decrease of confidence between Russia and the EU has thus paved the way for further involvement in pipeline politics in the South Caucasus, leading to a new definition of European energy security in Russian "Near Abroad" » (Lussac, 2010, p. 607).

Les récentes « crises du gaz » entre la Russie et l'Ukraine ont joué un rôle important dans la reformulation des intérêts européens dans le Caucase du Sud. Comme le soutient Lussac (2010) ; « The two Russian-Ukrainian gas crises have undermined most of the confidence in Russia as a reliable energy partner and led to the development of a straightforward competition between Brussels and Moscow on the export of Caspian oil and gas » (p. 621). Cependant, même avant ces événements, la communauté euroatlantique faisait la promotion de ses intérêts dans la région notamment en favorisant la diversification des voies de transport afin de contourner le territoire Russe. « Following the dissolution of the Soviet Union, the area again began to grow in importance to the West during the mid-1990s, identified as both a source of and key transit route for hydrocarbons from the Caspian Sea » (German, 2009, p. 346). Ainsi, « pour contrer les projets russes [...] l'Union européenne — soutenue par les États-Unis — tente désespérément de projeter des couloirs de transport pour l'importation du gaz de la région Caspienne vers l'Europe occidentale » (Von Ochssée et Smeenk, 2011, en ligne). En effet, le pipeline BTC ainsi que le pipeline BTE étaient des projets soutenus par les États-Unis afin d'atténuer l'influence de la Russie dans le commerce énergétique mondial. Comme le souligne German (2009) ;

pipelines are the most tangible manifestation of the growing connections between the Caucasus region and Europe, but they are fraught with geopolitical

significance. Construction of the BTC was heavily backed by the US, which wants east-west export routes from Central Asia and the Caucasus to bypass Iran and Russia, thereby weakening their influence in the region (p. 351).

Ainsi, la construction du BTC et du BTE a modifié la géopolitique régionale en permettant aux pays transitaires de s'émanciper de l'influence russe. En effet, la construction de ces pipelines « has significantly altered the balance of power in the region, strengthening the political and economic autonomy of states such as Azerbaijan and Georgia, reducing Russian dominance and cementing the involvement of Western actors such as Europe and the US » (German, 2009, p. 351).

Dans ce contexte où les rivalités entre l'Europe et la Russie pour l'acheminement des ressources d'hydrocarbures du bassin de la mer Caspienne vers l'Europe atteignent leur paroxysme, la Géorgie tente de profiter des opportunités qui se présentent afin d'atténuer sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie.

La Géorgie est tributaire de l'Azerbaïdjan et de la Turquie pour le transport énergétique, alors qu'elle espère devenir un carrefour des routes du pétrole et du gaz par l'acheminement des ressources du bassin de la Caspienne vers le marché européen ; elle réduirait de surcroît sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Les intérêts économiques qu'ont en commun la Turquie, l'Azerbaïdjan et une Géorgie toujours plus en rupture avec son voisin russe consacrent l'axe du désenclavement est-ouest des richesses de la Caspienne (Mardirossian, 2007, p. 295).

Même si la guerre d'Ossétie du Sud soulève la vulnérabilité des réseaux de transport des hydrocarbures « [...] le Corridor de Transport est-ouest a permis de créer un lien d'acier entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie » (Lussac, 2009, p. 6) ce qui révèle les vertus de coopération que pourrait procurer le transit énergétique. En effet, « the commercialisation of the BTC and BTE pipelines has created substantial revenues for the transit countries, and has strengthened economic and political links between Azerbaijan, Georgia, Turkey and the West » (German, 2009, p. 350). Ces liens sont renforcés par l'interdépendance entre les pays producteurs, transitaires et consommateurs qui partagent désormais des intérêts en commun (Garrison et

Abdurahmonov, 2010). Dans ce contexte, il y a une institutionnalisation des relations multilatérales où les pays du Caucase du Sud participent de manière accrue à différentes organisations régionales dont, entre autres, le GUAM-ODDE et le BSEC.

Finalement, pour la Russie, « les initiatives du BTE et du BTC s'inscrivent dans une stratégie visant à briser le monopole que Moscou entend asseoir non seulement sur les voies d'exportation de son propre gaz, mais aussi sur celui du sud de la mer Caspienne » (Von Ochssée et Smeenck, 2011, en ligne). On peut donc parler d'une véritable guerre du gaz entre les deux acteurs majeurs que sont la Russie et l'Union européenne. Somme toute, même si la question des hydrocarbures est une source de discorde entre la Russie et les pays occidentaux, il est moins évident que ce soit l'une des causes directes de l'intervention russe en Géorgie lors de l'été 2008. Comme le souligne Jervalidze (2011), « pendant les cinq jours qu'ont duré les hostilités les forces militaires russes ont détruit presque entièrement le système géorgien de défense, mais le réseau international de transport des hydrocarbures n'a subi aucun dommage » (p. 303). Il n'en reste pas moins que ce conflit a soulevé la vulnérabilité de la stratégie européenne de diversification puisque la Russie a démontré sa capacité de couper les voies alternatives de transit énergétique.

3.2.3 Les enjeux économiques et politiques

Les enjeux économiques et politiques régionaux se caractérisent par une dépendance de la Géorgie et des autres républiques du Caucase du Sud à l'égard de la Russie ce qui permet à cette dernière de défendre ses intérêts plus aisément dans la région. Selon, Bishku (2011) ;

The South Caucasus republic's position with regard to Russia is somewhat similar to that of the Latin American states in the Caribbean Basin vis-à-vis the United States throughout much of the twentieth century. Perception of national

interest would serve as justification for intervention in the affairs of the smaller neighboring states (p. 1).

En effet, après plus de deux siècles d'occupation, les républiques du Caucase du Sud ont retrouvé leur indépendance « cependant, même déchu de son autorité [de la Russie], sa présence dans la région ne s'y est jamais démentie après la fin de l'URSS, et ce malgré l'entrée en jeu des Américains et les projets d'intégration politiques et économiques du Sud-Caucase à la sphère d'influence européenne » (Mardirossian, 2007, p. 301). Dans l'objectif de maintenir une position dominante dans les affaires des États du Caucase du Sud, la Russie emploie deux principaux mécanismes. D'abord, la CÉI agit comme outil faisant la promotion des intérêts économiques et politiques russes tandis que les litiges territoriaux aussi connus comme les conflits gelés assurent une présence militaire russe et par le fait même des leviers d'influence dans les pays concernés.

Pour la Russie, la CÉI est le principal outil permettant de proroger la présence russe dans l'espace postsoviétique. Comme le souligne Kramer (2008) ; « Russian government reaffirmed the fundamental importance of the CIS and characterized the development of bilateral and multilateral cooperation with CIS member-states as the major thrust of Russia's foreign policy » (p. 4). Cette subordination des républiques postsoviétiques se dessine sur trois axes principaux. Premièrement, « on the political side, Russia has tried to bolster governments and leaders that are supportive of its interests and are willing to establish close ties with it » (Kramer, 2008, p. 5). Ainsi, le gouvernement russe fait l'apologie des régimes qui lui sont favorables et elle adopte un comportement hostile à l'égard des gouvernements qui ne tiennent pas compte des intérêts de Moscou. Deuxièmement, « on the military and national security side, the Russian government has sought to give greater substance to the collective Security Treaty (originally signed in 1992) and to work closely with the CIS governments on

counterterrorism, intelligence, and border security issues » (Kramer, 2008, p. 5). De plus, la prépondérance militaire russe donne à la Russie une certaine liberté d'action auprès des membres de la CÉI, liberté que même l'OTAN ne peut contester. Troisièmement, sur le plan économique, la Russie souhaite renforcer la dépendance des États membres de la CÉI à son égard dans l'objectif d'établir des intérêts communs entre la Russie et les membres de la CÉI. « President Putin asserted that Russia has the right to reassert its will within its own sphere of influence and Russia's major political leverage should not be raw military force, but economic dependence of the CIS countries on Moscow » (Kocaman, 2007, p. 15). En somme,

[...] the CIS countries will undoubtedly remain at the forefront of Russian activities abroad. The CIS is a Russian sphere of influence, and thus that the involvement there of other great powers must be minimized. By relying on interlocking political, economical, and military ties, Russia will continue to wield vast influence in the other CIS countries. Russia's CIS partners have been nominally independent since early 1992, but they have been and will remain constantly mindful of Russia's wishes (Kramer, 2008, p. 18).

Les litiges territoriaux, quant à eux, permettent à la Russie d'assurer une présence militaire dans les pays concernés ce qui lui donne un levier important pour influencer les politiques de ces pays. Comme le souligne Kocaman (2007) ; « the first goal of Russian involvement [in Georgia] was to force Georgia into the CIS and to guarantee long-term stationing of Russian [military] bases in Georgia » (p. 13). Cette situation a permis aux autorités russes d'entretenir les conflits en Géorgie en empêchant toute résolution définitive des différends ethniques. Comme le soutient Bishku (2011) ; « Russia kept trying to weaken Tbilisi through its continuous support for the secessionists and its numerous attempts to undermine Georgian sovereignty » (p. 7). Quant à lui, Filippov (2009) ajoute que

Georgia is the only post-Soviet neighbor - and, in fact, the only country in the world - with which Russia has protracted and carefully cultivated political conflict that periodically escalates and generates serious military tensions.

Regardless of the measures Georgia has taken, Russia seems to have needed the conflict issue (p. 1834).

Dans ces circonstances, la Russie ne démontre que peu d'intérêt à régler les conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Les autorités russes semblent plutôt attiser les tensions lorsque la situation semble propice.

As long as there is a military balance of power between [...] Abkhazia, South Ossetia and Georgia [...] a resumption of military operations between them is not a real threat, and it is also clear that the secessionist regions will surely not accept any reintegration to the parent state in the current circumstances. Thus, it is quite obvious that Russia prefers a situation of *controlled instability* in the South Caucasus rather than long-term stability for the region (Abushov, 2009, p. 205).

De plus, « Russia's weak interest in the rapid resolution of Georgia's domestic conflicts can also be explained by its reluctance to create a transit corridor bypassing its territory » (Bezhanishvili, 2009, p. 29).

Dans ce contexte de subordination aux intérêts de la Russie, la Géorgie cherche des moyens d'atténuer l'influence russe en s'associant à différentes organisations régionales et internationales.

Geographic location has necessitated that each South Caucasus republic balance its relations with Russia [...] one method employed by the south Caucasus republics is having (or seeking) membership in both regional and international political, economic, and military organizations. Economic benefit and/or political support in territorial disputes are the motivations for the South Caucasus republics joining these organizations. The multilateral ties also might be used to varying degrees to counteract the excesses of Russian influence (Bishku, 2011, p. 1-2).

Parmi les organisations régionales auxquelles la Géorgie participe, il y a la BSEC, une organisation à caractère économique qui regroupe la Géorgie, la Russie, la Turquie, l'Ukraine, la Moldavie, l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie. « The BSEC concentrates almost all of its activities on economic issues [...]. Since most of the member-states are integrated into alternative highly developed integration structures (such as NATO and the CIS), no political or security issues can

be solved within the organization » (Kapitonenko, 2009, p. 40). Ensuite, la Géorgie coopère activement avec la Turquie et les autres membres du GUAM-ODDE afin de contrebalancer l'influence russe dans la région. « Unlike BSEC, GUAM was established as a framework for solving the problems of regional security along with developing economic cooperation in the Black Sea/Caspian region » (Kapitonenko, 2009, p. 41). De plus, comme le souligne Kuzio (2008) ; « the GUAM states have always prioritised integration and cooperation with the Trans-Atlantic community over political and security cooperation with Russian and de CIS [...] and all GUAM members understand the need to reduce reliance on Russian energy » (p. 3).

Enfin, « over the years, [the South Caucasus republics] have strengthened their respective political institutions and economies, and their survival is not in doubt. However, Russia will continue to be able to exert political and economic pressure on the South Caucasus states » (Bishku, 2011, p. 9). Cependant, contrairement à la période de construction de l'Union soviétique, la Russie détient peu d'incitatifs positifs à offrir aux républiques et opte plutôt pour une stratégie de *hard power* afin de maintenir sa domination sur l'espace postsoviétique. « Unlike the early USSR expansionist period, Russia, after the break-up of the Soviet Union, aimed at restoring its lost influence and has concentrated solely on military-political and economic pressure to solve problems » (Abushov, 2009, p. 208). La Russie opte donc davantage pour une hégémonie régionale de type coercitive ce qui augmente la méfiance de ses voisins qui, la plupart du temps, chercheront à atténuer l'influence russe plutôt qu'être de connivence avec elle.

En somme, les enjeux régionaux révèlent que la Russie est encore aujourd'hui l'acteur principal dans la région malgré l'intrusion grandissante d'autres joueurs tels la Turquie, l'UE et les États-Unis dans la région du Caucase du Sud. La Russie souhaite

maintenir la prédominance de ses intérêts dans la région pour des questions de sécurité nationale, de contrôle des ressources énergétiques dans le bassin de la mer Caspienne ainsi que pour des raisons politiques afin de maintenir l'état de subordination des républiques du Caucase du Sud. La présence de puissance étrangère dans la région est dès lors considérée comme une menace par la Russie qui voit ses intérêts contestés dans la région. Toutefois, même si ces facteurs nous renseignent sur les tensions palpables entre Moscou et Tbilissi, les enjeux régionaux ne donnent aucun éclaircissement sur les raisons qui ont poussé la Géorgie à attaquer l'Ossétie du Sud ni à savoir pourquoi la Russie est allée d'une riposte militaire aussi importante et disproportionnée, comme nous le verrons plus loin, lors de l'été 2008. En effet, même si la Géorgie regardait vers l'Ouest et ses institutions la Russie détenait tout de même tous les outils nécessaires afin de maintenir une position dominante dans la région sans pour autant utiliser une telle force militaire afin de ramener Tbilissi dans son giron. Dans ce contexte, il importe d'observer la conjoncture internationale dans laquelle s'est déroulée l'escalade des tensions entre la Russie et la Géorgie afin de voir si ce niveau d'analyse est susceptible de nous renseigner davantage sur les causes du déclenchement du conflit russo-géorgien.

3.3 La conjoncture internationale et les rapports de pouvoir mondiaux

Les transformations politiques internes et la restauration des capacités de l'État géorgien à partir de 2004 ainsi que les enjeux géopolitiques régionaux s'inscrivent dans un contexte international particulier. En effet, les changements qui sont survenus dans la conjoncture internationale au cours des années 2000 ont altéré le comportement des différents acteurs concernés. D'abord, la détérioration de la relation russo-américaine engendrée notamment par la résurgence de la Russie comme acteur plus coriace dans les affaires internationales a augmenté la méfiance

réci-proque ainsi que le sentiment de rivalité entre ces derniers. De plus, deux événements majeurs se sont produits quelques mois avant le déclenchement de la guerre russo-géorgienne de 2008. Premièrement, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo sans l'aval de l'ONU ni celui du Conseil de Sécurité suite à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie et deuxièmement, les négociations concernant l'élargissement de l'Alliance qui ont eu lieu au sommet de l'OTAN à Bucarest. La combinaison de ces éléments a ouvert la porte à la Russie pour l'intensification de ses moyens de pression à l'égard de la Géorgie.

3.3.1 La détérioration de la relation russo-américaine

La dislocation de l'Union soviétique ainsi que le marasme économique et politique qui a suivi en Russie ont effrité le contrôle que la Fédération de Russie était en mesure d'exercer dans l'espace postsoviétique laissant ainsi place à l'intrusion grandissante d'acteurs occidentaux dans le Caucase du Sud. Cependant, l'arrivée au pouvoir de V. Poutine est accompagnée par un redressement économique important en Russie.

The collapse of the Soviet Union was an even more disintegrative force, and left Russia struggling to pull itself back together politically and economically. Today, as Russia recovers its economic might, it is not surprising to see Moscow reaching once again for the reins of power in the Caucasus, because the Kremlin sees this area as its natural sphere of influence (Sadri & Burns, 2010, p. 133).

Parallèlement à la résurgence de la Russie en tant qu'acteur majeur dans les affaires internationales, l'État géorgien accentue ses efforts pour reprendre le contrôle des territoires sécessionnistes. Comme le souligne Bezhanishvili (2009) ; « The necessity for Georgia's central government to rapidly restore control over its territories occurred at the same time as Russia entered a new stage in strengthening its standing in the international arena » (p. 31). Dans ce contexte, il importe d'aborder la relation entre

les États-Unis et la Russie au cours des années 2000 afin d'observer si les deux opèrent, dans les affaires internationales, en partenariat ou s'ils entretiennent plutôt un comportement de confrontation similaire aux rivalités de la période de la guerre froide.

Malgré la fin des rivalités idéologiques entre les États-Unis et l'URSS, de nombreux auteurs soulignent la persistance des rivalités entre Washington et Moscou. En effet, selon Jafalian (2009),

depuis, la dislocation de l'Union soviétique, une logique de blocs, opposant la puissance russe à l'influence américaine, est apparue dans le Caucase du Sud. [...] S'exprimant en termes de conflits d'intérêts et non plus de confrontation idéologique, cette bipolarité ne saurait occulter l'assymétrie des rapports de force entre la Russie et les États-Unis dans la région (p. 1-2).

Cependant, au cours des années 1990 et même au début des années 2000 les États-Unis et la Russie semblaient être en train de bâtir un partenariat stratégique. Comme le soutient Welt (2005), l'Administration Clinton voyait la Russie comme un partenaire et non pas comme un adversaire ce qui faisait en sorte qu'à cette époque, les États-Unis ne voulaient pas jouer un rôle trop actif dans la résolution des conflits territoriaux en Géorgie et dans les autres républiques postsoviétiques. « After the 2001 terrorist acts in the United States, Russia's relations with NATO changed dramatically, they became partners » (Bezhanishvili, 2009, p. 30). Pour la Russie, la lutte contre le terrorisme lui permettait de légitimer la guerre de Tchétchénie qui avait lieu au même moment tandis que pour les États-Unis, la Russie représentait un allié stratégique dans la lutte antiterroriste puisque Moscou possédait une bonne connaissance de la région du Moyen-Orient et des groupes talibans (Tuathail, 2008). Malgré ce rapprochement entre la Maison-Blanche et le Kremlin, les concessions faites par la Russie n'ont pas eu les effets escomptés dans la normalisation des relations russo-américaine. En effet, comme le soutiennent Lévesque et Jolicoeur (2008) ;

V. Poutine [...] n'avait pas renoncé à son rêve de l'après-septembre 2001, d'arriver à une relation politique et stratégique privilégiée avec les États-Unis, sur une base de quasi-égalité, dans une prise en compte par Washington des intérêts géopolitiques de la Russie. Mais la réciprocité ou la prise en compte des intérêts russes, attendus par Poutine, ne vinrent pas (p. 66-67).

En effet, les États-Unis et leurs alliées ont plutôt poursuivi leurs politiques visant à isoler la Russie en appuyant une nouvelle phase d'élargissement de l'OTAN dans les pays Baltes et en mettant de l'avant le projet de bouclier anti-missile ABM en Europe centrale. Dans ces circonstances, la Russie s'est progressivement mise à contester l'hégémonie américaine. « After floating the idea of a common alliance against international terrorism, Putin came to see the United States as a global power determined to achieve unipolarity in world affairs » (Tuathail, 2008, p. 13).

Pour la Russie, un ordre international dominé par l'hégémonie américaine est inacceptable. C'est pour cette raison que la politique étrangère russe fait la promotion de partenariats stratégiques avec entre autres la Chine afin d'ériger un monde multipolaire et de contrebalancer l'influence américaine et occidentale dans les affaires internationales. « À cet ordre occidental [unipolaire], la Russie oppose son projet de monde multipolaire, fondement conceptuel de sa politique étrangère, formulée par Evgueni Primakov, au milieu des années 1990 » (Rucker, 2003, p. 25). Quant à Sadri & Burns (2010), ils renchérissent en évoquant que « for Putin and his successor, Dmitry Medvedev, a unipolar international system dominated by a hegemonic US has become unacceptable, and much of the Russian population appears to have embraced the Russian vision of a multipolar world » (p. 134). Cependant, l'application de cette doctrine dans la politique étrangère russe est lourde de conséquences pour les relations russo-américaines, car « [...] elle conduit la Russie presque automatiquement à une confrontation avec les États-Unis et, dans une certaine mesure, avec l'Occident dans son ensemble » (Rucker, 2003, p. 26). Un autre problème avec cette politique étrangère est le manque de profondeur des partenariats

que la Russie avait tenté d'établir. Comme le soulignent Lévesque et Jolicoeur (2008) ; « le "partenariat stratégique" avec la Chine dont un des objectifs premiers est de limiter l'unilatéralisme des États-Unis dans le monde et de contrebalancer leur puissance autant que possible [...] continue de souffrir du manque d'une base économique solide » (p. 60). En somme, même si « [...] la Russie doit consolider ses positions en tant que grande puissance et centre influent du monde multipolaire » (Rucker, 2003, p. 26) « [...] les États-Unis demeurent au centre des préoccupations politiques internationales de Moscou » (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p. 61) et la proximité entre Washington et Tbilissi est mal perçue en Russie.

En raison de la détérioration de la relation russo-américaine, la Russie perçoit avec méfiance le rapprochement entre Tbilissi et Washington. C'est entre autres pour cette raison que les tensions entre la Géorgie et la Russie augmentent au fur et à mesure que Tbilissi et Washington approfondissent leurs liens. Toutefois, comme le soutient Bezhaniashvili (2009) « Moscow initially supported Mikheil Saakashvili's rise to power. This can be confirmed by the positive influence exercised by the Russian political elite on the situation in Adjara and by the signing of a pact to dismantle Russian military bases in Georgia » (p. 30). Les relations russo-géorgiennes se sont par la suite détériorées en raison de la volonté manifeste de la Géorgie à rejoindre l'OTAN et à se rapprocher de certaines organisations occidentales comme l'UE. « The Georgian political elite's unwavering decision to support integration with the European Union and NATO resulted in a significant deterioration of Russian-Georgian relations » (Bezhaniashvili, 2009, p. 24). Cependant, il n'y avait pas de consensus au sein de la communauté euroatlantique quant à l'attitude à adopter face à la Géorgie.

President Saakashvili dramatically altered Georgia's relations with the West, though the United States and EU countries differed in their attitude towards the young Georgian leader's government. For the administration of George W.

Bush, relations between Tbilisi and Washington became very close very quickly. EU members viewed Saakashvili's Georgia with more caution (Cooley, 2008, p. 342).

En effet, plusieurs pays européens ne partageaient pas l'optimisme des États-Unis quant au changement de régime et au virage à l'Ouest opéré en Géorgie. « European countries were themselves split as to how far to encourage Georgia's integration with the West, especially as relations between Tbilisi and Moscow grew increasingly hostile in the wake of the Western-backed color revolutions » (Cooley, 2008, p. 343). C'est pour cette raison que Tbilissi a concentré ses efforts diplomatiques dans l'approfondissement de ses rapports avec les États-Unis. « Georgia has consistently lobbied the United States to take a more active role in resolving the conflicts » (Welt, 2005, p. 7) et le gouvernement géorgien a reçu une réponse positive de la part des États-Unis puisque « the US has consistently backed Georgian efforts to settle its separatist disputes without the loss of territory, and the US has provided Georgia with military training, economic aid, and diplomatic support in the international community » (Sadri & Burns, 2010, p. 127). De plus, les États-Unis sont même allés plus loin pour dénoncer le comportement de la Russie vis-à-vis la Géorgie.

The United States delivered explicit signals to Russia that it did not consider threats of force, and especially sporadic missile attacks on northern Georgian territory, to be acceptable instruments of pressure. Drawing a red line against transgressions of Georgian sovereignty, the United States made it clear that Georgia was no longer under Moscow's thumb (Welt, 2005, p. 4).

Finalement, une autre démonstration du rapprochement entre les États-Unis et la Géorgie est la participation de cette dernière dans la guerre en Iraq. « Eager to cooperate further with the US on security matters, Georgia reciprocated by participating in the US-led war in Iraq. In fact, Georgia actually committed the third largest body of foreign troops in that war [in absolute number], which is remarkable for such a small country » (Sadri & Burns, 2010, p. 128). En somme, « [...] Georgia has come to view the US as one of the main international guarantors of Georgia's

sovereignty and territorial integrity » (Sadri & Burns, 2010, p.127). D'autant plus que « [...] strong personal ties [with G.W. Bush] have further enabled Saakashvili to feel that Georgia had greater geopolitical proximity to the United States than the Russian Federation » (Tuathail, 2008, p. 31). Finalement, malgré la proximité entre Tbilissi et Washington, les États-Unis n'ont pas pu défendre la Géorgie des sanctions imposées par la Russie.

Although Georgian high ranking officials have lobbied Western countries in order to drum up international support for its victimization by Russia, Georgia has nevertheless paid high price for its open confrontation with Russia. In addition to the Russian embargo, which virtually closed the Russian market for Georgian exports, the country now pays the highest prices for gas among CIS members (Jibladze, 2007, p. 49).

3.3.2 La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie

Dans les années 1990, la Russie s'efforçait de maintenir une bonne relation avec les États-Unis et les institutions occidentales. Cependant, lors de la Guerre de Yougoslavie les clivages entre la Russie et la communauté euroatlantique avaient refait surface. La Yougoslavie représentait un allié important de la Russie notamment en raison de l'unité panslavique qui créait un sentiment de solidarité entre les deux nations. Dans ce contexte, la Russie s'est opposée à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, à la fin des années 1990, malgré les violences et les violations des droits de la personne qui y sont perpétrés.

En 1999, l'OTAN intervient au Kosovo, sans résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, afin de stopper les massacres ethniques perpétrés par le régime de S. Milosevic. Pour les Russes, cette intervention était perçue comme de l'expansionnisme américain masqué par une doctrine d'interventionnisme humanitaire

sous l'égide de l'OTAN. La principale crainte soulevée par cet événement est le fait que l'intervention de l'OTAN au Kosovo créait un précédent où l'Alliance pouvait agir sans mandat de l'ONU ce qui diminuait l'importance du veto russe et donc de son rôle dans les relations internationales d'autant plus que ces événements se passaient en Europe dans un espace important pour Moscou. La participation de l'OTAN dans le conflit kosovar soulève aussi des inquiétudes en Russie puisqu'elle a lieu lors de la deuxième guerre de Tchétchénie. Dans ces circonstances, certains leaders politiques russes traçaient des liens entre le Kosovo et la Tchétchénie arguant que l'opération au Kosovo était un prélude pour une intervention de l'OTAN contre la Russie en Tchétchénie.

Like Chechnya, Kosovo was a Muslim-majority province on the border of a state with a Slavic majority. Like Chechnya, it was boiling with separatist passions. As absurd as it sounds, as NATO moved closer and closer to military intervention in Kosovo in the spring of 1999, Russian politicians, military experts, and commentators speculated that this was just a warm-up for a future war against Russia that would begin with the West's claims that it was defending human rights in Chechnya (Asmus, 2010, p. 91).

Ainsi, Moscou s'est opposée à l'opération de l'OTAN au Kosovo par crainte qu'un modèle similaire d'intervention soit ensuite reproduit sur le territoire russe et ni son siège au conseil de sécurité ni les liens entretenus avec l'Alliance ne permettraient de défendre la Russie devant ce qui était conçu comme de l'impérialisme américain. En effet,

The problem from Russia's perspective was that the United States was once again acting as if it had the right to impose its will on the world - throwing its weight around in the UN security council, enlisting NATO, and pushing the OSCE to do its bidding. After Bosnia in 1995, an expanded NATO was now bombing Orthodox Serbs in a nation once closely allied to Russia and a cause célèbre among Russian pan-Slavic nationalists (Asmus, 2010, p. 91).

C'est pour cette raison que de nombreux spécialistes intellectuels ont suggéré que la campagne de l'OTAN au Kosovo a fait beaucoup plus que l'élargissement dans la transformation de la perception russe de l'Alliance et que cet intervention représente le début de la fin de la stratégie postguerre froide du partenariat stratégique entre la

Russie et l'Occident (Rucker, 2003). De plus, cet événement a eu un impact sur la relation entre la Russie et la Géorgie. Comme le souligne Bezhanishvili (2009) ; « Russian-Georgian relations went into a sharp decline in 1999, when Russia's interests clashed with those of NATO and Europe over the Yugoslav situation » (p. 24).

Les clivages concernant le Kosovo refont surface quelques années plus tard soit en 2006, lorsqu'après plusieurs tentatives de négociations entre la Serbie et le Kosovo le statut de ce territoire n'est toujours pas défini. Encore une fois, l'Occident et la Russie ne s'entendent pas sur le statut à conférer au Kosovo. Pour la Russie, l'indépendance du Kosovo est inacceptable puisque « according to Russian President Vladimir Putin, the pending independence of Kosovo would lead to an international precedent for all unrecognized states seeking self-determination » (Jibladze, 2007, p. 48). Ce précédent pourrait donc s'appliquer aux conflits gelés dans l'espace soviétique, mais pourrait aussi accentuer les velléités nationalistes de certains groupes au sein de la Fédération russe.

Depuis 2006 déjà, Poutine affirmait qu'en toute circonstance une reconnaissance de l'indépendance du Kosovo sans l'accord de la Serbie constituerait un précédent lourd de conséquences et citait comme exemple, avec menace implicite, ce qu'on appelle « les conflits gelés » de l'ancien espace soviétique, soit les situations d'indépendance de facto et non reconnue des « États » autoproclamés en Géorgie, en Moldova et en Azerbaïdjan (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p. 71).

Malgré les avertissements de la Russie, de nombreux pays de la communauté euroatlantique reconnaissent, le lendemain même de son autoproclamation, l'indépendance de la République du Kosovo, le 17 février 2008. « The independence of Kosovo was considered by Moscow as a violation of international law and a clear instance of Western "double standards" » (Tuathail, 2008, p. 13). Cette perception était conditionnée par le fait que « [...] l'indépendance du Kosovo [...] s'est faite, non seulement en dehors du cadre des Nations-Unies, mais en violation flagrante des

résolutions antérieures du Conseil de Sécurité » (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p. 61). De plus, la communauté euroatlantique a ignoré les menaces proférées par la Russie qui soulevait les similitudes entre les conflits gelés dans l'espace postsoviétique et la situation au Kosovo. Même si depuis plusieurs mois, Moscou avait averti que cette reconnaissance unilatérale créerait un précédent international dangereux particulièrement pour le statut des régions sécessionnistes de Géorgie, les États-Unis et les autres pays européens favorables à cette initiative soulevaient l'unicité du cas kosovar et refusaient de tracer des parallèles entre la situation au Kosovo et celle en Abkhazie et en Ossétie du Sud.(Cooley, 2008). Comme le souligne Asmus (2010), « In their handling of Kosovo, the United States and the European Union rarely connected the dots between what was happening in the Balkans and what might happen in the Southern Caucasus » (p. 87). Ainsi, Washington et Bruxelles ont permis à la Russie de tracer des liens entre la situation dans les Balkans et la situation dans le Caucase du Sud. Pourtant, les deux situations auraient pu facilement être différenciées par la communauté euroatlantique.

While not sanctioned by the UN Security Council, its independence [Kosovo] was declared only after an exhaustive process of international negotiations which failed to resolve its status. By contrast, both South Ossetia and Abkhazia are much more directly Russian client statelets with no significant international legitimacy beyond their relationship with the Russian Federation » (Tuathail, 2008, p. 33).

Pour l'Occident, il apparaît évident que la résolution du conflit au Kosovo et en Serbie était beaucoup plus importante que la résolution du conflit en Géorgie. C'est pourquoi il n'y a eu aucun effort de la part de la communauté internationale à gérer ces deux conflits comme un tout. « The problem was that the West did not develop any kind of Plan B for managing the consequences of that policy in Georgia - either on the ground or diplomatically with Moscow » (Asmus, 2010, p. 88). En effet, l'Occident n'avait pas de stratégie pour protéger la Géorgie des dommages collatéraux et de son côté la Géorgie n'était pas en mesure de se prémunir face aux conséquences

engendrées par les décisions politiques de l'Occident. Ainsi, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo a seulement augmenté les tensions et l'instabilité en Abkhazie et en Ossétie du Sud. « Comme Poutine n'avait cessé de l'annoncer depuis plus de deux ans [...], la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo a eu des conséquences importantes sur les "conflits gelés" de l'ancien espace soviétique, avec au premier chef ceux de Géorgie » (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p. 61). En effet, la décision de reconnaître l'indépendance du Kosovo a ouvert la porte à la Russie d'augmenter ses moyens de pression à l'égard de la Géorgie en accordant un appui de plus en plus formel aux autorités d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

As a result of the West's seeming indifference to the Kremlin's warning regarding Kosovo and NATO, Russia soon began to take additional measures to support the de facto governments in the breakaway territories. Moscow already had been pursuing a strategy of "creeping annexation" by providing Russian passports and even social welfare payments to residents of the two provinces (Cooley, 2008, p. 343).

En somme, cette stratégie, par laquelle la Russie procède à une consolidation rampante de l'indépendance des territoires sécessionnistes de Géorgie, complique dès lors la résolution des conflits territoriaux en Géorgie. Comme le soulignent Lévesque et Jolicoeur (2008) ;

ce n'est évidemment pas par hasard que des quatre républiques autoproclamées de l'ancien espace soviétique, seules celles de la Géorgie ont fait l'objet d'une application partielle du précédent du Kosovo par la Russie. C'est fort clairement la demande d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN qui lui vaut ce « traitement de faveur » (p. 72).

En effet, les prétentions de la Géorgie à rejoindre l'OTAN et la proximité entre Tbilissi et Washington sont des éléments qui fragilisaient d'autant plus la sécurité de la Géorgie face à la Russie.

3.3.3 L'expansion de l'OTAN et sommet de l'OTAN à Bucarest

La Russie s'est toujours opposée à l'expansion de l'OTAN dans sa périphérie, et ce avec différents niveaux d'intensité. Comme le souligne Jibladze (2007) ; « Moscow opposes NATO's eastward expansion because it weakens Russia's already tenacious grip on its "near abroad" » (p. 45). Malgré cela, l'OTAN a été en mesure d'élargir l'alliance à de nombreux pays qui étaient des anciens satellites soviétiques. En effet, la première phase d'élargissement depuis l'effondrement de l'URSS a permis à la République tchèque, à la Hongrie et à la Pologne de rejoindre l'Organisation de sécurité collective en 1999 tandis que les pays baltes, la Roumanie et la Bulgarie ont intégré l'organisation en 2004. Ce qui caractérise ces phases d'expansion est le consensus remarquable au sein même des membres de l'Alliance ainsi que la position fragile de la Russie qui n'était pas en mesure de s'opposer à cette démarche. Parallèlement, après les attentats terroristes du 11 septembre, l'OTAN tente d'accroître sa présence dans l'espace postsoviétique notamment dans le Caucase du Sud afin de poursuivre ses objectifs de lutte antiterroriste. « NATO's efforts to establish a presence in the Caucasus region are linked with the antiterrorist campaign that followed the earth-shattering events of 11 September 2001 in the United-States » (Bezhanishvili, 2009, p. 30). Cependant, comme le souligne Jafalian (2009), l'extension des activités de l'OTAN dans le Caucase du Sud a amplifié la remise en cause du statut de la Russie en tant que puissance dominante dans cette zone. Quant à la Géorgie, elle perçoit très positivement la volonté de l'OTAN à étendre ses activités dans le Caucase du Sud puisque cette situation représente une opportunité de contrebalancer l'influence russe dans la région. Comme le soutient Jibladze (2007) « [...] Georgians think that Alliance membership will bring an end to Russian dominance in the country and a resolution of the Abkhaz and South Ossetian conflicts » (p. 46).

Le rapprochement entre la Géorgie et l'OTAN se concrétise en 2006 lorsque Saakachvili réussit un tour de force et que la Géorgie atteint l'étape du dialogue intensifié (DI) ce qui rapproche le pays d'une éventuelle adhésion à l'organisation. Cependant, comme le remarque Jibladze (2007), « [...] among all other countries currently under ID status, Georgia has one of the weakest track records in democracy building. Thus, while the ID is not the MAP, it is nonetheless a serious step towards ascension » (Jibladze, 2007, p. 47). Malgré cela,

Georgia's success in achieving NATO's Intensified Dialogue (ID) stage in September 2006 represented the highlight of President Mikhail Saakashvili's move towards the Alliance. However, days following that announcement Moscow imposed economic sanctions including a transportation blockade, suspension of diplomatic relations, and the aggressive deportation of ethnic Georgians from Russia (Jibladze, 2007, p. 47).

En effet, à mesure que la Géorgie se rapproche d'une adhésion à l'Alliance, sa relation avec la Russie se détériore et selon Jibladze (2007) tant que la Géorgie manifesterait la volonté de rejoindre l'OTAN, elle devra faire face à une attitude de plus en plus hostile de la part de Moscou.

En dépit des rapprochements évidents entre la Géorgie et l'OTAN, l'ensemble des membres de l'Alliance ne partage pas le même enthousiasme que les États-Unis quant à l'adhésion de la Géorgie à l'organisation notamment en raison des mises en garde émises par Moscou. Cette dichotomie se manifeste peu de temps avant le sommet de l'OTAN à Bucarest.

Plusieurs semaines avant le sommet des chefs d'État de l'OTAN tenu à Bucarest du 2 au 4 avril [2008], il était devenu certain que contrairement à la volonté de l'Administration Bush, la Géorgie et l'Ukraine ne seraient pas admises au MAP, l'étape ultime qui conduit généralement à l'adhésion à l'Alliance (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p. 61).

En effet, plusieurs pays dont notamment l'Allemagne et la France refusaient d'accorder le MAP à la Géorgie et à l'Ukraine par souci d'éviter une dégradation des relations entre l'OTAN et la Russie. Comme la plupart des observateurs le prévoyaient, le sommet de l'OTAN refusa d'accorder le MAP à la Géorgie et à

l'Ukraine. « C'était la première fois que l'OTAN refusait de façon aussi ostentatoire de se plier à une demande des États-Unis sur un enjeu que le Président américain estimait important » (Lévesque et Jolicoeur, 2008, p.67). Cependant, à défaut d'accorder le MAP à la Géorgie et à l'Ukraine, le gouvernement américain ainsi que quelques alliés proches de l'administration Bush réussissent à introduire une déclaration selon laquelle la Géorgie et l'Ukraine pourront rejoindre éventuellement et inévitablement l'OTAN ultérieurement. « While formally rejecting the MAP for Georgia, owing to Germany and France's reluctance to antagonize Russia, NATO leaders issued a statement saying that Georgia would inevitably be admitted to the alliance » (Cooley, 2008, p. 343). Comme le souligne Lévesque et Jolicoeur (2008) c'est au nom du principe du maintien de l'ouverture de l'OTAN et de la préservation de l'unité de l'Alliance que le gouvernement américain a pu mettre ses opposants sur la défensive et faire accepter à défaut du MAP, une déclaration qui stipule que la Géorgie et l'Ukraine deviendront membres de l'organisation de sécurité collective.

Cette incapacité à atteindre un consensus clair à savoir si l'Alliance devait accorder ou non le MAP à la Géorgie et à l'Ukraine a eu pour effet d'exacerber les tensions régionales déjà palpables entre la Géorgie et la Russie plutôt que de les atténuer. « NATO's hope was that this compromise would not only bridge the gap among allies but provide Georgia the reassurance it sought. Alliance leaders also hoped that by sidestepping the MAP issue they could also avoid a clash with Moscow [...] » (Asmus, 2010, p. 111). Cependant, comme le note Cooley (2008),

The Bucharest decision infuriated Moscow, which had declared its bitter opposition to this latest NATO expansion into countries of « vital national interest ». The decision also failed to give Tbilisi the security assurances and the membership pathway that it had sought from the Atlantic alliance (p. 343).

Cette décision a précarisé la situation de la Géorgie en ouvrant la porte pour que la Russie accentue ses moyens de pression sur la Géorgie et qu'elle poursuive ses

politiques de reconnaissance rampantes de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, processus qui s'était déjà accéléré depuis la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo quelques mois plus tôt.

On april 16, Moscow announced that it would open direct trade, transportation, and political ties with both Abkhazia and South Ossetia. This was followed by the deployment of Russian paratroops and artillery in Abkhazia, as well as the repair of the railway between Russia and Abkhazia by Russian troops (Sadri & Burns, 2010, p. 131).

Ces événements se sont produits moins de deux semaines après le sommet de l'OTAN à Bucarest et ils ont contribué à l'escalade des tensions entre la Russie et la Géorgie qui ont culminé quelques mois plus tard en affrontement militaire entre les deux États.

En somme, l'évolution de la conjoncture internationale a eu un impact non négligeable sur la transformation des litiges territoriaux en Géorgie même si ces changements sont largement hors du contrôle de Tbilissi. Il n'en reste pas moins que ces bouleversements survenus dans les rapports de pouvoirs mondiaux engendrent une dégradation rapide des relations russo-géorgiennes ce qui mène à l'escalade des moyens de pression entrepris par la Russie afin de stopper le virage à l'ouest entamé par la Géorgie depuis la révolution des roses. Cette hostilité manifeste de la Russie à l'égard de la Géorgie peut s'expliquer largement par la dégradation au cours des années 2000, de la relation entre Washington et Moscou. De plus, deux événements survenus au début de 2008 sont venus jeter de l'huile sur le feu en exacerbant les tensions entre la Russie et la Géorgie. D'abord, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par plusieurs membres de la communauté euroatlantique qui est venue précariser l'intégrité territoriale géorgienne en créant un précédent majeur que la Russie pourrait reproduire en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ensuite, le refus des membres de l'Alliance d'accorder le MAP à la Géorgie et à l'Ukraine par souci d'éviter une dégradation de leur relation avec la Russie n'a pas eu les effets

d'apaisement escomptés par la France et l'Allemagne puisque l'émission d'une déclaration selon laquelle la Géorgie et l'Ukraine pourront éventuellement rejoindre l'organisation de sécurité collective a eu comme impact d'antagoniser tout autant la Russie qui si le MAP avait été accordé.

4. LE DÉROULEMENT DU CONFLIT

L'éclatement de la guerre d'Ossétie du Sud lors de la nuit du 7 août 2008 a surpris les dirigeants de plusieurs gouvernements occidentaux qui croyaient que les tensions entre la Russie et la Géorgie s'étaient apaisées dans les jours précédents le conflit. Pour cette raison, de nombreuses interrogations sont soulevées concernant le déclenchement et le déroulement du conflit. Le premier de ces questionnements concerne les raisons qui ont poussé la Géorgie à lancer une offensive militaire contre l'Ossétie du Sud considérant la certitude que cette offensive déclencherait une confrontation avec la Russie. D'autre part, la riposte ferme de la Russie, considérée par plusieurs analystes comme étant disproportionnée par son ampleur qui a largement dépassé les frontières de l'Ossétie du Sud, soulève aussi plusieurs questions quant aux objectifs de la Russie derrière son intervention en Géorgie. Dans le but de répondre à ces interrogations, cette section, sans prétendre retracer de manière exhaustive le fil des événements, soulèvera les principales actions prises d'un côté comme de l'autre afin de mieux saisir le déclenchement, le déroulement et le dénouement du conflit russo-géorgien survenu en 2008. Les événements qui seront relatés dans cette partie concerneront premièrement l'escalade des tensions entre Tbilissi et Moscou au printemps 2008. Deuxièmement, cette section abordera les derniers efforts diplomatiques qui ont été mis de l'avant par les États-Unis et l'UE dans l'objectif d'apaiser les tensions dans le but d'éviter une confrontation militaire. Troisièmement, il importe de survoler le déroulement des affrontements en Ossétie du Sud et en Abkhazie pour finalement s'intéresser aux conditions de retour à la paix et aux négociations entourant l'accord de cessez-le-feu.

4.1 L'escalade des tensions entre Tbilissi et Moscou

Au printemps 2008, peu d'efforts ont été faits par la communauté internationale pour désamorcer les tensions entre la Russie et la Géorgie, et ce malgré le fait que de nombreux gouvernements occidentaux savaient que la Russie augmentait ses moyens de pression militaire contre la Géorgie depuis la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ainsi que depuis le sommet de l'OTAN tenu à Bucarest. En effet, tel que mentionné dans le chapitre précédent, les tensions entre Moscou et Tbilissi se sont exacerbées suite à ces deux événements ce qui a donné lieu à la mise en place, par la Fédération de Russie, de plusieurs mesures visant à entamer un processus de renforcement de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. À cet égard, dès le mois de mars, la Russie, par l'entremise de la CÉI, lève les sanctions prohibant la vente d'armes et elle autorise l'aide militaire dans les régions séparatistes de Géorgie. Deux semaines plus tard, la Douma adopte une résolution qui reconnaît l'importance de protéger les citoyens russes vivant à l'étranger (Asmus, 2010). Par la suite, à la mi-avril, Moscou annonce qu'elle développera ses liens politiques avec les autorités d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (Sadri et Burns, 2010). Cette déclaration faite par le premier ministre V. Poutine crée un précédent important puisque pour la première fois le gouvernement russe reconnaît la légitimité des autorités d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Comme le souligne Asmus (2010), « in spite of all of the problems between Moscow and Tbilisi, Moscow had always paid lip service to Georgia's territorial integrity but this decree was a direct blow against that core principle and marked a significant hardening of Russian policy » (p. 147). Ces nouvelles mesures politiques s'accompagnent aussi d'une augmentation des violences dans les zones de conflits notamment en Abkhazie.

Au printemps 2008, tous les yeux étaient rivés vers l'Abkhazie puisque cette région représente un plus grand intérêt sur le plan stratégique que l'Ossétie du Sud et ce autant pour la Géorgie que pour la Russie en raison de son littoral sur la mer Noire. Comme le note le rapport Tagliavini ⁴ (2009), « in spring 2008, a marked increase in military tension could be observed in the Georgian-Abkhaz conflict zone » (p. 200). Dans ce contexte, le 20 avril, un avion russe abat un drone géorgien qui effectuait une mission de surveillance au-dessus du territoire abkhaze (Rapport Tagliavini, 2009). Cet événement marque le premier acte d'agression militaire de la part de la Russie à l'égard de la Géorgie. Cependant, il est important de noter que le drone géorgien survolait une zone prohibée selon l'accord de paix en vigueur pour la zone de conflit abkhaze. Cette manoeuvre de la Géorgie représente donc le premier acte de violation de l'accord de cessez-le-feu même si c'est un acte moins agressif que la réplique de l'armée russe qui a abattu le drone géorgien. « The Georgians claimed that the purpose of the UAV flights was to monitor Russian military reinforcements in Abkhazia, but Sukhumi viewed them as a part of preparations for Georgian military operations in Abkhazia » (Rapport Tagliavini, p. 200). En effet, les autorités russes et abkhazes prétendaient que la Géorgie renforçait ses positions militaires près de la Gorge de Kodori qui forme une frontière naturelle entre la Géorgie et le territoire abkhaze (Asmus, 2010), mais comme le souligne le rapport Tagliavini « UNOMIG carried out extensive patrolling of the area, but found no evidence to substantiate the Abkhaz allegations » (p. 201). Tout de même, en réponse à ces allégations, la Russie renforce son contingent en Abkhazie ce qui représente une violation de l'OMP établie par la CÉI. De plus, vers la fin mai, la Russie accentue ses moyens de pression en introduisant une unité militaire en Abkhazie dans le but de réhabiliter les voies ferrées

⁴ Le rapport Tagliavini est un rapport sur la mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie. Commandée par le Conseil européen le 2 décembre 2008, la mission d'enquête indépendante avait comme objectif « d'enquêter sur les origines et sur le déroulement du conflit en Géorgie, y compris au regard du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'homme » (Conseil européen, 2009, en ligne)

reliant la capitale abkhaze de Sukhumi à la Fédération de Russie (Sadri et Burns, 2010). Pour la Russie, cette opération était importante en vue d'un affrontement avec la Géorgie puisque « as Russian heavy military equipment is transported by railroad and not by road, functioning railway links are crucial to a swift forward deployment of mechanized Russian units » (Vendil Pallin et Westerlund, 2009, p. 405). Pour les autorités géorgiennes, cette action était perçue comme un acte d'agression puisque la réhabilitation de voies ferrées était vue comme une mesure préparatoire à une éventuelle intervention militaire russe en Abkhazie. En effet, le rapport Tagliavini (2009) soulève les inquiétudes de Tbilissi en soutenant que : « As far as the railway troops are concerned, the Georgian authorities stated that the reinforcement of infrastructure in the conflict zone by Russian military could only be viewed as preparation for an armed intervention in Georgia » (p. 202). Dans ces circonstances, le gouvernement géorgien considère que ces actions visant à accélérer l'annexion rampante de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ainsi que les menaces militaires russes risquent de franchir un seuil qui pourrait forcer la Géorgie à avoir recours à des moyens possiblement militaires afin d'assurer sa sécurité nationale. Selon Asmus (2010), trois facteurs définissent la « ligne rouge » tracée par la Géorgie que la Russie ne doit pas franchir. D'abord, la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ; ensuite, le nettoyage ethnique des populations géorgiennes vivant en Abkhazie et en Ossétie du Sud et finalement, un renforcement militaire systématique russe qui signifierait ultimement que la résolution pacifique des litiges territoriaux était devenue impossible. Dans la foulée des événements, il semble que c'est le troisième scénario qui se produisait et les tensions entre Tbilissi et Moscou atteignaient leur paroxysme.

4.2 Les derniers efforts diplomatiques pour apaiser les tensions

Après plusieurs tentatives d'internationalisation des OMP dans les zones de conflits abkhazes et sud-ossète, et ce depuis de nombreuses années, le gouvernement géorgien reçoit finalement une réponse positive de la part de l'UE lors de l'été 2008 lorsque « in its resolution of 5 June 2008, the EU Parliament stated that the Russian troops could no longer be considered neutral and impartial peacekeepers and that the peacekeeping format should therefore be revised » (Rapport Tagliavini, 2009, p. 202). Cette déclaration témoigne que la communauté euroatlantique reconnaît l'escalade des moyens de pressions exercées par la Russie envers la Géorgie et cette déclaration marque le début d'efforts diplomatiques soutenus autant par les États-Unis que par l'UE afin d'apaiser les tensions entre Tbilissi et Moscou. En effet, ces derniers commençaient à percevoir la détresse dans laquelle se trouvait le gouvernement géorgien qui était pris dans une situation perdante-perdante dans laquelle ce dernier se voyait soit perdre l'Abkhazie ou soit perdre une guerre contre la Russie. Comme le soutient Asmus (2010) « Tbilisi was becoming desperate. It saw itself losing Abkhazia as Moscow moved bit by bit to consolidate its hold over the province. If they did not act soon, Georgians argued, they could never have a chance to regain their territory » (p. 151).

Dans ces circonstances, les États-Unis prennent l'initiative afin d'apaiser les tensions puisqu'aux yeux de Washington

there was little doubt [...] that the Russians were meddling, seeking to provoke Saakashvili, and were just waiting for the Georgians to make a mistake they could exploit. Washington knew that Saakashvili was worried that he was losing part of its country and that, in desperation, he was flirting with the idea of a land grab in Abkhazia (Asmus, 2010, p. 150).

Ainsi, conscients de la situation désespérée dans laquelle se trouvait le gouvernement géorgien et se sentant en quelque sorte responsables du sort des Géorgiens, les États-Unis ont tenté de soulever des perspectives de résolution de crise par des moyens pacifiques. L'objectif des États-Unis était, d'une part, de convaincre Saakachvili de ne pas tomber dans le piège tendu par Moscou qui obligeait la Géorgie à choisir entre une confrontation militaire avec la Russie ou de perdre le territoire abkhaze (Asmus, 2010). D'autre part, les États-Unis voulaient s'assurer que la Russie ne prendrait plus de mesures additionnelles visant à renforcer l'autonomie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. De son côté, l'UE était elle aussi de plus en plus interpellée par la situation en Abkhazie. Cependant, le comportement des membres de l'UE était caractérisé par une plus grande ambivalence à l'égard de la Russie. D'un côté, plusieurs pays européens craignaient un affrontement avec la Russie et de l'autre les membres de l'UE avaient peur d'être manipulés par Saakachvili ainsi que d'être engagés dans une diplomatie parallèle avec Washington (Asmus, 2010). En d'autres mots, l'Europe ne souhaitait pas satisfaire les demandes de Tbilissi par crainte de miner leur relation avec Moscou puisque les autorités géorgiennes demandaient à la communauté internationale d'exercer des pressions sur la Russie afin qu'elle désamorce l'escalade des moyens de pression en Abkhazie.

Au mois de juillet, les derniers efforts diplomatiques sont faits par les États-Unis et l'Allemagne afin d'atténuer les tensions entre la Russie et la Géorgie. La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice ainsi que le Ministre des affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier se rendent en Géorgie et en Russie afin de faire progresser leur plan de résolution de crise qui comprenait des négociations multilatérales avec les différentes parties en conflit dans le but de revoir les OMP en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Asmus, 2010). Finalement, Steinmeier réussit à conclure une entente avec toutes les parties et à organiser une nouvelle rencontre pour

finaliser les détails de l'accord à la fin juillet. Somme toute, la visite de ces deux individus aura convaincu les autorités géorgiennes que les risques immédiats de guerre avaient diminué puisque le niveau d'alerte des forces armées géorgiennes fût abaissé et plusieurs hauts placés ont obtenu un congé après un printemps tumultueux (Asmus, 2010). Toutefois, cette période n'était que le calme avant la tempête puisque vers la fin juillet début août, on assiste à une recrudescence des violences, mais cette fois-ci en Ossétie du Sud là où l'on ne s'y attendait pas.

4.3 La Guerre d'Ossétie du Sud et le front abkhaze

Dès les premiers jours du mois d'août 2008, les tirs de mortier et les échanges de coups de feu atteignent une intensité comparable à ceux de l'année 2004, année où les violences avaient été particulièrement meurtrières. Selon Rudich et Cherevatyi (2009), les autorités sud-ossète employaient une technique empruntée au Hamas qui consiste en « the whacking of the enemies to provoke return fire and then showing the world community the dead bodies of peaceful residents » (p. 92). La zone de conflit sud-ossète favorisait ce type d'affrontement puisque la population d'origine sud-ossète côtoie la communauté d'ethnie géorgienne sur le territoire de l'Ossétie du Sud. Selon le rapport Tagliavini, les bombardements qui étaient jusqu'à présent définis comme des affrontements de faible intensité ont atteint des proportions inégalées entre les 1^{er} et 4 août et dans ce contexte, les autorités sud-ossète ont procédé à l'évacuation de la population civile vers la Fédération de Russie. De son côté, le gouvernement géorgien a autorisé le déploiement de troupes et d'équipements militaires dans la région de Gori, au sud de la zone de conflit sud-ossète entre le 6 et le 7 août (Rapport Tagliavini, 2009). Devant une intensification des tirs de mortiers provenant du côté sud-ossète le soir du 7 août, les autorités géorgiennes, après avoir déclaré un cessez-le-feu unilatéral à la télévision nationale, autorisent à l'armée de lancer une opération

militaire contre Tskhinvali afin de reprendre le contrôle de la situation en Ossétie du Sud (Sadri et Burns, 2010, p. 132). Cependant, l'opération militaire de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud s'est avérée un échec puisque les forces armées n'ont pas atteint leur objectif qui consistait à bloquer le pont de Gupta ainsi que les principales routes entre Tskhinvali et le tunnel de Roki qui relie la Fédération de Russie à l'Ossétie du Sud (Rapport Tagliavini, 2009). Cette situation a permis aux forces terrestres russes de s'introduire en Ossétie du Sud et comme le souligne le rapport Tagliavini, « Russian forces engaged in the armed conflict, including ground and air forces as well as the Black Sea Fleet, also attacking targets on Georgian territory outside South Ossetia » (Rapport Tagliavini, 2009, p. 210). Ces attaques ont eu lieu dans la matinée du 8 août, quelques heures à peine après l'intervention de l'armée géorgienne contre Tskhinvali. Devant cette résistance grandissante, l'armée géorgienne se retire de l'Ossétie du Sud le 8 août en soirée et « with Russia's intervention advancing and its forces gaining superiority on the ground, signs of collapse of morale seemed to appear among the Georgian troops in the afternoon of 10 August » (Rapport Tagliavini, 2009, p. 210). Dans ce contexte, le gouvernement géorgien déclare un cessez-le-feu unilatéral et « on 11 August, the Georgian forces [...] started preparing a defensive line in the mountainous terrain for protection of Tbilisi » (Rapport Tagliavini, 2009, p. 211). Devant ce retrait de l'armée géorgienne, les troupes russes poursuivent leur avancée sur le territoire géorgien traversant la frontière administrative de l'Ossétie du Sud pour occuper plusieurs localités hors de la zone de conflit sud-ossète.

Parallèlement aux affrontements dans la région de Tskhinvali, l'armée géorgienne voit sa confrontation avec la Russie se transporter sur le front abkhaze. En effet, « the dramatic escalation of hostilities in South Ossetia on 7-8 August and the Russian-Georgian military confrontation had profoundly affected the situation in the

Georgian-Abkhaz conflict zone » (Rapport Tagliavini, 2009, p. 211). Le 10 août, l'armée russe traverse la rivière Inguri qui représente la ligne de séparation des forces entre l'Abkhazie et la Géorgie pour s'introduire dans l'Ouest du territoire géorgien en détruisant de nombreuses infrastructures militaires (Rapport Tagliavini, 2009). Comme le note Vendil Pallin et Westerlund (2009) « judging by the reported air strikes, the strategy [of the russian military] did not include disruption of critical civilian infrastructure in order to paralyse the Georgian political leadership, but centred on reducing the country's military capability » (p. 403). En somme, le 11 août, moins de 4 jours après le début de l'intervention militaire géorgienne contre l'Ossétie du Sud, l'armée russe contrôlait la majeure partie du territoire géorgien et elle avait repoussé les forces géorgiennes jusqu'à la capitale du pays.

4.4 Le cessez-le-feu et le retour à la paix

Dans le domaine militaire, il y a un dicton qui stipule qu'il est plus facile d'entamer une guerre que de la terminer et il était devenu évident que la Géorgie ne serait pas en mesure de mettre un terme au conflit avec la Russie par ses propres moyens. En effet, dès le début des hostilités, Tbilissi semblait placer beaucoup d'espoirs dans une intervention diplomatique ou même militaire de ses alliés pour contrebalancer la suprématie russe. Cette situation peut s'expliquer par le fait qu'il était évident qu'une intervention militaire géorgienne contre l'Ossétie du Sud dégénérerait en confrontation avec la Russie et que cet affrontement serait pratiquement impossible à gagner pour la Géorgie. Dans ce contexte, l'avenir de la Géorgie dépendait désormais de la volonté et de la capacité des pays occidentaux à négocier avec la Russie.

Au début des hostilités de nombreux chefs d'État dont V. Poutine et G. W. Bush se trouvaient à Pékin où se déroulait la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques. Sur place, le président américain a commenté la situation en évoquant la réaction disproportionnée de la Russie en réplique à l'opération militaire de la Géorgie en Ossétie du Sud tout en appelant à la retenue d'un côté comme de l'autre. Cependant, aussitôt revenu de Pékin, George W. Bush décide que Washington ne doit pas prendre l'initiative de mobiliser les pays occidentaux dans le but d'appuyer la Géorgie à mettre un terme à la guerre (Asmus, 2010). Cette décision a été prise parce que les États-Unis voulaient à tout prix éviter une confrontation directe avec la Russie puisque la relation entre Moscou et Washington s'était déjà détériorée depuis quelques années. Cette situation peut paraître étonnante considérant que les États-Unis étaient les plus fervents alliés de la Géorgie sur la scène internationale. De plus, normalement c'était les États-Unis qui prenaient l'initiative dans les négociations avec Moscou concevant que l'UE n'était pas encore suffisamment puissante ni assez cohérente pour le faire. Néanmoins, les États-Unis souhaitaient une participation accrue de l'Europe, car ils ne voulaient pas s'engager dans une confrontation bilatérale avec la Russie. Ils essayaient plutôt de démontrer que la communauté internationale s'opposait de manière unie à l'intervention russe en Géorgie. Pour la Géorgie, cette situation signifiait que leur principal allié, les États-Unis, ne serait pas sur la ligne de front dans les négociations avec Moscou. Cette disposition signifiait aussi que l'OTAN ne jouerait pas un rôle majeur dans cette crise et que toute intervention militaire de l'Alliance en Géorgie était écartée.

Désormais, l'avenir de la Géorgie reposait entre les mains de la France qui tenait, cette année-là, le rôle de la présidence de l'Union européenne. Au moins, la France est un État puissant en Europe ainsi que sur la scène internationale ce qui augmentait ses chances de parvenir à un résultat. Toutefois, la France semblait peu

intéressée par la situation en Géorgie avant le conflit puisque la région de la mer Noire était loin de constituer une priorité dans la politique extérieure de l'Administration Sarkozy (Asmus, 2010). Malgré cela, la France, en tant que représentant de l'UE, n'avait d'autre choix que de formuler la réponse européenne. À ce moment, beaucoup d'Européens se souvenaient de l'échec de la politique européenne dans les Balkans au milieu des années 1990. Dans ce contexte, si la Géorgie était envahie puis écrasée par la Russie, cela représenterait à nouveau un désastre pour la politique étrangère de l'UE. Dans ces circonstances, l'objectif de la France était d'une part de prévenir la défaite totale et l'occupation de la Géorgie et d'autre part, d'éviter à tout prix de plonger l'Occident et la Russie dans une nouvelle confrontation de type « guerre froide ».

Même si les États-Unis n'étaient pas directement à la table des négociations, Washington et Paris travaillaient en étroite collaboration. En fait, on peut dire que Paris et Washington jouaient les rôles de « bon cop bad cop » où les États-Unis tenaient une position ferme dans la sphère publique et devant les médias tandis que Paris tenait une position plus souple. En effet, même si l'Élysée et la Maison-Blanche partageaient certains principes quant à la résolution de la crise, la balle était dans le camp de la France puisqu'en diplomatie celui qui conduit les négociations sur le terrain a le dernier mot. « By August 11, the UN Security Council was considering a French resolution for a ceasefire, while the Group of 7 (US, UK, Italy, France, Germany, Canada and Japan) continued to urge Russia to immediately initiate a ceasefire and to accept international intervention in the crisis » (Sadri et Burns, 2010, p. 132). Avant de se rendre à Moscou, le président N. Sarkozy voulait avoir des garanties que les autorités russes étaient prêtes à négocier, car le président français ne voulait pas arriver à Moscou devant un fait accompli selon lequel la Russie aurait pu envahir la capitale géorgienne ou forcer un changement de régime par des moyens

militaires. N. Sarkozy exige donc certaines conditions à Moscou avant d'accepter de s'y rendre. Il demande l'implantation d'un cessez-le-feu ainsi que l'arrêt de l'avancée militaire vers la capitale géorgienne. Ainsi, le 12 août, les autorités russes déclarent un cessez-le-feu public et Sarkozy se rend à Moscou. Les Russes ont donc tenu leur parole dans la mesure où Tbilissi était encore géorgienne, mais Moscou pouvait encore mettre l'économie et l'indépendance géorgienne à genoux ce qui engendrait un changement de régime par des moyens politique et économique plutôt que militaires. Pour Paris, la Russie venait de violer l'un des principes fondamentaux de la paix européenne postguerre froide en transgressant militairement les frontières d'un État indépendant ce qui était inacceptable aux yeux de l'UE. Toutefois, cette dernière a conclu que l'UE n'avait pas la puissance ni les leviers pour forcer Moscou à accepter un cessez-le-feu qui comporterait des demandes occidentales et géorgiennes. Avec ses troupes prêtes à envahir Tbilissi, c'était Moscou qui tenait le gros bout du bâton. Sarkozy et son équipe ont donc décidé de concentrer leurs efforts sur les besoins immédiats afin de sauver Tbilissi et stopper l'avancement des troupes russes. C'est ainsi que Medvedev et Sarkozy s'entendent sur un accord de cessez-le-feu en 6 points. « On the 15 [of August 2008], Georgia and Russia would sign a ceasefire, but the Russians would draft their own resolution regarding the conflict, countering the proposed French resolution » (Sadri et Burns, 2010, p. 132). De plus,

after the ceasefire, the Russian government did not completely withdraw its "peacekeepers" from Georgia ; instead, it began a post-war escalation of the conflict. The issue here is Russia's unilateral recognition of South Ossetia and Abkhazia and its declaration that it is not afraid of a new cold war (Rudich et Cherevatyi, 2009, p. 93).

En effet, le 26 août, le Président Medvedev reconnaît de manière unilatérale l'indépendance autoproclamée, depuis le début des années 1990, de l'Akhazie et de l'Ossétie du Sud.

En somme, ce que l'on peut retirer de l'affrontement militaire entre la Géorgie et la Russie peut se résumer en trois points. D'abord, il est évident que les autorités géorgiennes ont fait une très mauvaise lecture de la situation dans laquelle elles se trouvaient puisqu'elles ont sur-estimé, d'une part, l'appui qu'elles recevraient des États-Unis et d'autre part, elles ont sous-estimé la volonté et la capacité de la Russie à intervenir militairement sur leur territoire. Deuxièmement, en raison de l'efficacité et de l'ampleur disproportionnée de la riposte Russe, il n'y a aucun doute que l'armée russe était prête à se mobiliser surtout que l'étendue de l'opération militaire russe laissait présager que son intervention visait des objectifs beaucoup plus larges que la simple restauration du *statu quo ante*. Finalement, il est possible d'avancer que la Fédération russe est sortie grande vainqueur du conflit puisqu'elle a gagné son bras de fer avec l'Occident qui a dû se rabattre dans la réalité des faits et de son comportement, à reconnaître la primauté des intérêts russes dans le Caucase du Sud. De plus, comme le souligne Sadri et Burns (2010) « yet, though Russia may have received a great deal of international criticism, it suffered few punitive actions from the international community and the West in particular » (p. 132). En somme, plusieurs observateurs soulignent l'échec de la diplomatie occidentale dans la gestion du conflit ainsi que dans les négociations de retour à la paix, car la situation en Géorgie, au lendemain de la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Fédération de Russie, semblait encore plus instable qu'avant l'affrontement de l'été 2008.

CONCLUSION

L'abondance de causes potentielles au déclenchement de l'affrontement militaire opposant la Russie et la Géorgie rend la compréhension du conflit laborieuse. En effet, la complexité de la relation entre les belligérants et surtout l'enchevêtrement des causes du conflit russo-géorgien nécessitent un éclaircissement afin de cerner plus précisément les principaux motifs qui ont poussé la Géorgie à confronter militairement la Fédération de Russie. À la lumière de l'analyse multiscalaire réalisée dans le cadre de ce travail qui porte sur les facteurs internes, les enjeux régionaux et la conjoncture internationale, il est désormais possible de répondre à la question de recherche de ce mémoire. C'est-à-dire d'observer en quoi la conjoncture internationale a joué un rôle déterminant dans le déclenchement des hostilités entre la Géorgie et la Russie lors de l'été 2008. En effet, comme le stipule l'hypothèse de ce travail, bien que d'autres facteurs ne sont pas à négliger pour saisir l'émergence du conflit russo-géorgien, la principale raison pour laquelle cet affrontement militaire a éclaté en 2008 et non avant est le résultat de changements dans la conjoncture internationale et plus particulièrement en raison de deux principaux événements internationaux qui ont altéré profondément la relation entre l'Occident et la Russie. En effet, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ainsi que la Déclaration du sommet de l'OTAN à Bucarest se sont avérées deux causes majeures qui ont entraîné la confrontation entre la communauté euroatlantique et la Russie, confrontation qui s'est matérialisée sur le territoire géorgien. La mise à l'épreuve de cette hypothèse permet aussi de répondre à plusieurs questions fondamentales sur le comportement des différents acteurs dans ce contexte. Parmi ces interrogations, il y a en premier lieu l'énigme concernant les motifs qui ont poussé l'administration Saakachvili à entamer l'opération militaire contre l'Ossétie du Sud malgré les risques de représailles de la Russie. De plus, nous avons tenté de saisir les

raisons qui ont encouragé la Russie à riposter de manière aussi musclée et disproportionnée en modifiant les frontières d'un État indépendant par la force. En plus, nous avons essayé de comprendre pourquoi les États-Unis et l'UE n'ont pas adopté un ton plus ferme à l'égard de la Russie.

L'échelle d'analyse la plus pertinente pour saisir et hiérarchiser les causes du conflit russo-géorgien et son aboutissement à la guerre de 2008 semblent bien se situer au niveau de la conjoncture internationale. La reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, en février 2008, par plusieurs membres de la communauté euroatlantique ainsi que la Déclaration du sommet de l'OTAN en avril à Bucarest concernant l'élargissement de l'organisation de sécurité collective surviennent quelques mois avant le déclenchement du conflit. De plus, ces deux événements marquent le début d'une série de moyens de pression exercés par la Russie envers la Géorgie dans le but de consolider l'indépendance *de facto* de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en vue d'une éventuelle reconnaissance formelle de l'autonomie de ces territoires. Ces moyens de pression mis de l'avant par la Russie ont exacerbé les tensions déjà palpables entre Moscou et Tbilissi. Au fil du temps, le gouvernement géorgien s'est retrouvé dans une situation délicate où peu d'options de résolution de crise semblaient à l'avantage de la Géorgie aux yeux de son gouvernement. En effet, la Géorgie se trouvait isolée sur le plan diplomatique dans ses relations avec Moscou et les autorités des régions sécessionnistes même s'il y avait plusieurs conseillers occidentaux au sein du gouvernement géorgien. En effet, les tentatives d'internationalisation des OMP faites par le gouvernement géorgien au printemps 2008 sont restées sans réponses à un moment où la Géorgie aurait eu besoin d'un médiateur externe afin de rétablir les rapports de force dans ses négociations avec Moscou. Dans ces circonstances, le gouvernement géorgien avait son destin entre ses mains et malgré les avertissements clairs des États-Unis d'éviter à

tout prix une intervention militaire contre l'Ossétie du Sud, une mauvaise lecture de la situation par le gouvernement géorgien a fait en sorte que ce dernier s'est lancé dans une offensive contre l'Ossétie du Sud.

Ce comportement semble inexplicable puisque la Géorgie s'est engagée dans une guerre contre la Russie qu'elle ne pourrait jamais gagner. Cette décision révèle plutôt une rationalité biaisée par une mauvaise lecture des rapports de force mondiaux de la part du gouvernement géorgien. En effet, tout porte à croire que l'administration de Saakachvili a surestimé l'importance de sa proximité avec les États-Unis en croyant que si ces derniers étaient face à un fait accompli ils opteraient pour appuyer la Géorgie. De plus, pour la Géorgie il y avait un sentiment d'urgence puisque la proximité entre les États-Unis et la Géorgie reposait largement sur les relations personnelles entre les deux présidents. Ainsi, puisque le mandat de George W. Bush tirait à sa fin il est fort possible que le gouvernement géorgien sentait que sa fenêtre d'opportunité se refermait. Finalement, le gouvernement géorgien a aussi sous-estimé la détermination de la Russie à maintenir sa présence dans le Caucase du Sud ce qui révèle une mauvaise lecture de la puissance de la Russie qui était désormais prête à confronter de manière militaire les intérêts occidentaux dans l'espace postsoviétique. Dans ce contexte, on peut conclure que la Russie a entamé une série de moyens de pression dans l'objectif de stopper le rapprochement entre la Géorgie et les institutions occidentales et que cette stratégie s'est avérée efficace dans la mesure où la Russie, par son intervention militaire, a réaffirmé la prédominance de ses intérêts dans la région du « proche étranger » en toute impunité. En effet, même si la Russie a été victime de lourdes critiques internationales, elle n'a pas souffert d'actions punitives de la part de la communauté internationale et de l'ouest en particulier.

En somme, le conflit russo-géorgien révèle une transformation des rapports de forces mondiaux et il confirme dans une certaine mesure la résurgence de la Russie en tant qu'acteur majeur dans les affaires internationales. Cette reconfiguration des rapports de pouvoirs mondiaux marque aussi un tournant dans la relation entre la Russie et l'Occident ce qui accroît la méfiance réciproque entre les protagonistes et cette incompréhension entraîne une perception de menace qui favorise la confrontation plutôt que la coopération. Une telle confrontation entre l'Occident et la Russie s'est reproduite dès 2013 lorsque le président ukrainien V. Ianoukovytch, traditionnellement proche du pouvoir russe, fait volte-face en refusant un accord d'association avec l'UE. Dès lors, il se dessine à nouveau un scénario similaire à celui qui s'était produit en Géorgie, en 2008, où les clivages entre l'Europe et la Russie concernant l'avenir de l'Ukraine deviennent une source de tensions majeures entre les belligérants. Cette tension est aussi accentuée par les vives oppositions qui existent au sein même de la population ukrainienne ce qui facilite l'ingérence autant du côté européen que du côté russe afin d'instrumentaliser les groupes qui leur sont respectivement favorables. Sans avoir à faire un parcours exhaustif des événements qui se sont produits lors du printemps 2014 en Ukraine, il est possible de soulever plusieurs actes commis de part et d'autre qui ont participé à exacerber les tensions entre les différentes factions sur le terrain. Malgré certaines tentatives de négociations pour apaiser les tensions, l'escalade des moyens de pression entrepris par la Russie et la communauté euroatlantique se solde actuellement par un bras de fer entre l'OTAN et la Russie qui se livre à une épreuve de force sans précédent depuis la dissolution de l'Union soviétique. Dans ce contexte, il est intéressant de voir comment les événements qui se sont produits en Géorgie en 2008 se sont avérés un prélude à la crise ukrainienne, mais surtout comment, encore une fois, l'Occident par son attitude à l'égard d'un État postsoviétique s'est immiscé dans un conflit avec la Russie sans avoir anticipé les conséquences possibles de leurs actions. De plus, la gestion de la

crise en Ukraine par la communauté euroatlantique révèle que l'Occident n'a pas su tirer de leçons suite à la guerre de Géorgie qui avait pourtant révélée un changement dans les rapports de forces mondiaux où l'hégémonie américaine est ébranlée au profit d'un monde caractérisé par la multipolarité.

BIBLIOGRAPHIE

- ABUSHOV, K. (2009). "Policing the near abroad: Russia foreign policy in the South Caucasus", *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 63, No. 2, p. 187-212.
- ACHCAR, G. (1998). "The Strategic Triad: The United States, Russia and China", *New Left Review*, Vol. 1, No. 228, p. 91-127.
- ALLISON, R. (2008). "Russia Resurgent ? Moscow's Campaign to « Coerce Georgia to Peace »", *International Affairs*, Vol. 84, No. 6, p. 1145-1171.
- AGNEW, (2005). "Hegemony : The New Shape of Global Power", *Philadelphie : Temple University*, 288 p.
- Agreement on Principles of Settlement of the Georgian-Ossetian Conflict, Sochi, 24 june 1992, (eev: 24 juin 1992).
- ASMUS, R. (2010). "A Little War that Shook the World : Georgia, Russia, and the Future of the West", Palgrave Macmillan, New-York, 254 p.
- BEZHANISHVILI, Z. (2009). "Between Conflict and Partership : Contemporary Developments in Russian-Georgian Relations", *Russian Politics and Law*, Vol. 47, No. 3, p. 19-35.
- BIELER, A. & MORTON, A. D. (2004). "A Critical Route to Hegemony, World Order and Historical Change : Neo-Gramscian Perspectives in International Relations", *Capital&Class*, Vol. 28, No. 85, p. 85-113.
- BISHKU, M. B. (2011). "The South Caucasus Republics and Russia's Growing Influence : Balancing on a Tightrop", *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 15, No. 1, p. 1-12.
- BOUNDS, T. L. & HENDRICKSON, R. C. (2009). "Georgian Membership in NATO: Policy Implications of the Bucharest Summit", *The Journal of Slavic Military Studies*, Vol. 21, No. 1, p. 20-30.

- CIA WORLD FACTBOOK. "Middle East : Georgia", [En ligne] (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gg.html>). Page consultée le 22 janvier 2015.
- CHICLET, C. (2008). « Le conflit Russo-Géorgien », *Confluence Méditerranée*, No. 67, p. 111-115.
- CONSEIL EUROPÉEN. (2009). « Rapport de la mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie », [En ligne] (http://eu-un.europa.eu/articles/fr/article_9045_fr.htm). Page consultée le 26 mars 2015.
- COOLEY, A. (2008). "How the West Failed Georgia", *Current History*, Vol. 107, p. 342-344.
- COX, R.W. (1981). "Social Forces, States and World Order : Beyond International Relations Theory", *Millenium*, Vol. 10, No. 2, p. 126-155.
- COX, R.W. (1983). "Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method", *Millenium*, Vol 12, No. 2, p. 162-175.
- COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION. (2009). "Independent International Fact- Finding Mission on the Conflict in Georgia", Rapport Tagliavini, Vol. 2, 441 p.
- CONSEIL EUROPÉEN, (2009). « Rapport de la mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie », [En ligne] (http://eu-un.europa.eu/articles/fr/article_9045_fr.htm). Page consultée le 21 mai 2015.
- FILIPPOV, M. (2009). "Diversionary Role of the Georgia-Russia Conflict : International Constraints and Domestic Appeal", *Europe-Asia Studies*, Vol. 61, No. 10, p. 1825-1847.
- GARRISON, J.A. et ABDURAHMONOV, A. (2011). "Explaining the Central Asian Energy Game : Complex Interdependence and How Small States Influence Their Big Neighbors", *Asian Perspective*, Vol. 35, p. 381-405.

- GEORGE, J. A. (2009). "The politics of ethnic separatism in Russia and Georgia", Palgrave Macmillan, New-York, 248 p.
- GERMAN, T. (2009). "Pipeline politics : Georgia and energy security", *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 20, No. 2, p. 344-362.
- GOWMAN, P. (1999). "The Global Gamble : Washington's Faustian Bid for World Dominance", London : Verso, 336 p.
- GRARE, F. (1997). « La nouvelle donne énergétique autour de la mer Caspienne ; une perspective géopolitique », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*. [En ligne] (<http://cemoti.revues.org/111?lang=en#tocto3n6>). Page consultée le 23 novembre 2014.
- HOWE, M. G. (2014). "Georgia", *Encyclopaedia Britannica*, [En ligne] (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/230186/Georgia>). Page consultée le 26 janvier 2015.
- HUNTER, S. T. (2006). "Borders, Conflict, and Security in the Caucasus : The Legacy of the Past", *Review of International Affairs*, Vol. 26, No. 1, p. 111-125.
- JAFALIAN, A. (2009). « Caucase du Sud : vers une "nouvelle guerre froide" ? », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol. 10, p. 1-10.
- JERVALIDZE, L. (2011). « La Géorgie et le transit énergétique après le conflit armé avec la Russie en août 2008 », *Outre-Terre*, No. 27, p. 303-312.
- JESSOP. (2006). "Gramsci as a Spatial Theorist", dans Bieler, A. et A.D. Morton (dir.), *Images of Gramsci : Connections and Contentions in Political Theory and International Relations*, Londres/New-York : Routledge, p. 27-43.
- JIBLADZE, K. (2007). "Russia's Opposition to Georgia's Quest for NATO Membership", *China and Eurasian Forum Quarterly*, Vol. 5, No. 1, p. 45-51.

- JOLICOEUR, P. (2008). « Le maintien de la paix russe en Géorgie est-il encore concevable ? », Réseau de recherche sur les opérations de paix, [En ligne] (<http://www.operationspaix.net/20-dossier-du-rop-le-maintien-de-la-paix-russe-en-georgie-est-il-encore-concevable-.html>). Page consultée le 19 novembre 2014.
- KAPITONENKO, M. (2009). "Resolving post-soviet « Frozen Conflicts » : is Regional Integration Helpful ?", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 3, p. 37-44.
- KOCAMAN, O. (2007). "Russia's Relations with Georgia within the Context of the Russian National Interests Towards the South Caucasus in the Post-soviet era : 1992-2005", *OAKA*, Vol. 2, No. 3, p. 1-27.
- KRAMER, M. (2008). "Russian Policy Toward the Commonwealth of Independent States : Recent Trends and Future Prospects", *Problems of Post-Communism*, Vol. 55, No. 6, p. 3-19.
- KUZIO, T. (2008). "GUAM as a Regional and Security Organisation", *National Security and Foreign Policy of Azerbaijan conference*, St-Michael's College, University of Toronto, 6 p.
- LEVESQUE, J. et JOLICOEUR, P. (2008). « La Russie et les Balkans : l'indépendance du Kosovo et la guerre d'Ossétie du sud » dans *Les conflits dans le monde 2008 : Rapport annuel sur les conflits internationaux* sous la dir. Michel Fortmann et Gérard Hervouet, Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, Québec, p. 57-91.
- LUSSAC, S. J. (2009). « Le Corridor de Transport Est-Ouest, facteur de tensions dans le Caucase du Sud? », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, No. 1, p. 1-10.
- LUSSAC, S. J. (2010). "Ensuring European energy security in Russian «Near Abroad» : the case of the South Caucasus", *European Security*, 19:4, p. 607-625.
- MARDIROSSIAN, F. (2007). « Géopolitique du Sud-Caucase : Risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie », *Outre-Terre*, No. 19, p. 283-302.

- MOURITZEN, H., et WIVEL, A. (2012). "Explaining Foreign Policy : International Diplomacy and the Russo-Georgian War", Lynne Rienner publishers, 223 p.
- O'MEARA, D. (2010). « La théorie néogramscienne », dans Macleod, A. et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales ; Contestations et résistances*, Québec : Éditions Athéna, p. 269-291.
- ORLIKOWSKI, W. J. & BAROUDI, J. J. (1991). "Studying Information Technology in Organizations : Research Approaches and Assumptions", *Information Systems Research*, Vol. 2, No. 1, p. 1-28.
- OZKAN, G. (2009). "Spoils of a War : Impact of Georgia-Russia War on Russian Foreign and Security Policies in the « Near Abroad »", p. 35-64.
- PAPAVA, V. (2008). "On the role of the « Caucasian Tandem » in GUAM", *Central Asia and the Caucasus*, No. 3-4, Vol. 51-52, p. 47-55.
- ROUCHET, H. (2008). « Changements d'échelles ou raisonnement multiscalaire », [En ligne] (<http://www.hyperpaysages.be/spip/spip.php?article32>). Page consultée le 12 mars 2015.
- ROULEAU, E. (1999). « Les leçons d'une guerre : Errements de la diplomatie française au Kosovo », *Le Monde diplomatique*, Décembre, [En ligne] (<http://www.monde-diplomatique.fr/1999/12/ROULEAU/12754>). Page consultée le 30 mars 2014.
- RUCKER, L. (2003). « La politique étrangère russe : À l'Ouest, du nouveau ! », *Le Courrier des pays de l'Est*, Vol. 8, No. 1038, p. 24-41.
- RUDICH, I. et CHEREVATYI, S. (2009). "From Whom the Georgian Bell Tolls", *Russian Politics and Law*, vol. 47, no. 3, p. 89-96.
- SADRI, H. A. & BURNS, N. L. (2010). "The Georgia Crisis : A New Cold War on the Horizon?", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 4, No. 2, p. 126-144.
- THUAL, F. (2001). « Le Caucase : Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie », Flammarion, 127 p.

- TUATHAIL, G. O. (2009). "Russia's Kosovo : A critical Geopolitics of the August War Over South Ossetia", *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 50, No. 1, p. 1-37.
- VAN DER PIJL, K. (2001). "What Happened to the European Option for Eastern Europe?", dans Bieler, A. et A. D. Morton (dir.), *Social Forces in the Making of the New Europe : The Restructuring of European Social Relations in the Global Political Economy*, New-York : Palgrave, p. 185-204.
- VENDIL PALLIN, C. et WESTERLUND, F. (2009). "Russia's war in Georgia: lessons and consequences", *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 20, No. 2, p. 400-424.
- VON OCHSSÉE, T. B. et SMEENK, T. (2011). « Guerre du gaz : la Russie sur tous les fronts », [En ligne] (<http://blog.mondediplo.net/2011-08-22-Guerre-du-gaz-la-Russie-sur-tous-les-fronts>). Page consultée le 23 novembre 2014.
- WELT, C. (2005). "Balancing the Balancer : Russia, the West, and Conflict Resolution in Georgia", *Global Dialogue*, Vol. 7, No. 3-4, p. 1-12.